RAPPORT

déposé auprès de la ministre
des Affaires municipales
et de l'Habitation
sur l'opportunité de modifier
le territoire de la
Communauté métropolitaine
de Québec

Novembre 2019

Communauté
métropolitaine
de Québec



crédit photo : Jonatha Robert - photographe

Préambule

L'enjeu de l'urbanisation est une préoccupation nationale depuis au moins une trentaine d'années. Dès 1983, le gouvernement produisait le document Aménager l'avenir. Celui-ci évoquait notamment, parmi les changements en cours, ceux dont la portée en termes d'aménagement était la plus importante : le ralentissement de l'urbanisation dans les grands centres et une remise en cause du développement des franges urbaines.

En 1994, en prévision de la révision des schémas d'aménagement de première génération, le gouvernement publiait le document portant sur *Les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire*. Ce document concluait notamment, à l'égard de l'urbanisation, «… qu'en somme, malgré certains efforts visant une meilleure gestion de l'urbanisation dans les divers milieux, la forme actuelle de l'urbanisation continue, de façon générale, à engendrer les conséquences suivantes pour les collectivités[1] (p. 9) :

- sous-utilisation d'équipements et de services existants dans les secteurs centraux tels les écoles, les commerces, l'aqueduc et l'égout;
- appauvrissement graduel de plusieurs secteurs centraux et désaffection à leur égard;
- augmentation de la charge fiscale des résidants des villes centrales;
- réduction de la capacité financière des municipalités ayant des secteurs anciens pour l'entretien ou la reconstruction de leurs infrastructures et de leurs équipements désuets;
- création d'une pression sur les milieux naturel et agricole;
- accroissement des dépenses publiques pour le réseau routier et les équipements nécessaires à la desserte des nouveaux développements périphériques
- besoins de nouveaux équipements et services pour desservir les quartiers en déclin et en développement;
- nécessité de programmes gouvernementaux pour soutenir à la fois les quartiers en déclin et en développement.

Or, afin de mieux aborder ces enjeux, le gouvernement du Québec mettait en place, en 2002, les communautés métropolitaines de Québec et de Montréal.

Cette réorganisation visait, entre autres, à limiter l'étalement urbain, les disparités fiscales et assurer une meilleure coordination en matière d'aménagement du territoire[2]. À cela s'ajoutait également le mandat de prendre en charge certains enjeux qui dépassent les territoires des municipalités locales.

Pour y arriver, les Communautés ont adopté, au cours de l'année 2011, des Plans métropolitains d'aménagement et de développement (PMAD), soit des documents de planification édictant de nouvelles règles visant l'attractivité et la compétitivité des territoires métropolitains, mais également visant à consolider et densifier leur territoire afin d'éviter une surconsommation d'espace et d'avoir une meilleure gestion de l'urbanisation. Pourtant, à proximité de notre territoire, les outils d'aménagement n'exigent pas une densification ni une consolidation avant de développer un nouveau secteur ou d'agrandir un périmètre d'urbanisation.

En guise de complément à leur mise en place et des enjeux d'aménagement du territoire concernant, entre autres, la gestion de l'urbanisation à l'échelle métropolitaine et périmétropolitaine, un mécanisme est prévu pour permettre de revoir périodiquement le territoire des communautés métropolitaines. En vertu de l'article 236 de sa Loi constitutive, la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) doit, à la suite d'un recensement quinquennal de Statistique Canada, déposer à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation un rapport sur l'opportunité de modifier son territoire pour tenir compte des nouveaux résultats. La ministre fait ensuite rapport au gouvernement pour être finalement déposé à l'Assemblée nationale.

Le présent rapport vise à répondre à cette obligation. Plus exactement, il dresse un certain nombre de constats à la suite du dernier recensement quinquennal de 2016. Il fait état de la dynamique du développement du territoire périmétropolitain ainsi que des milieux périurbains au sein du territoire de la CMQ.

Il fait également la démonstration que le phénomène de l'expansion des milieux urbanisés se poursuit dans la grande région de Québec. Ces constats ont été établis en abordant successivement le territoire actuel de la CMQ et les critères qui ont conduit à sa délimitation; la croissance démographique des municipalités de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec qui ne font pas partie du territoire de la CMQ et finalement l'expansion de la zone d'influence métropolitaine forte (ZIM-F) de la CMQ.

1. Gouvernement du Québec, Direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire du ministère des Affaires municipales (1994). Les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire, 70 pages.http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/amenagement_territoire/orientations_gouvernementales/orientations_amenagement.pdf

2. Le Livre blanc sur la réorganisation municipale, changez les façons de faire, pour mieux servir les citoyens, 2000, p.27.

Table de matières

1. Présentation 4
2. Délimitation du territoire 6
3. Considérations méthodologiques 7
4. Délimitation de la Région métropolitaine de Québec 10
5. Concept de Zone d'influence métropolitaine de la RMR appliqué à la CMQ 13
6. Projections de croissance au pourtour de la CMQ 22
7. Grands constats 23
Conclusion 25

Annexe 1 - Extrait du Livre blanc sur la réorganisation municipale 26
Annexe 2 - Définition – Région métropolitaine de recensement 29
Annexe 3 - Tableaux statistiques et prévisions démographiques 33
Annexe 4 - Définition – Zone d'influence métropolitaine 39
Annexe 5 - Cartes d'analyse géostatistique 41

1. Présentation

La CMQ réunit espaces verts et urbanité, patrimoine et modernité, dans une cohabitation harmonieuse, créatrice d'une qualité de vie reconnue et appréciée par ses résidants et ses visiteurs. Elle est composée de l'agglomération de Québec (incluant la Ville de Québec, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures et la Ville de L'Ancienne-Lorette), de la Ville de Lévis ainsi que de 24 localités appartenant à trois municipalités régionales de comté, les MRC de La Jacques-Cartier, de L'Île-d'Orléans et de La Côte-de-Beaupré. En 2016, près de 800 000 personnes y habitaient (carte 1 et tableau 1), soit près de 10 % de la population du Québec.

Le territoire lui-même est considérable : 3 582 km^2 qui deviennent quelque 9 500 km^2 lorsqu'on ajoute les territoires non organisés (TNO), lesquels sont assujettis aux décisions de la CMQ en matière d'aménagement du territoire.

Carte 1 – Municipalités et MRC composant le territoire de la CMQ



La CMQ :

- 28 municipalités
- 791 892 habitants soit 9,6 % de la population du Québec
- 7^e région métropolitaine du Canada pour l'importance de sa population
- Territoire municipalisé de 3582 km^2 et 9500 km^2, en ajoutant les territoires non organisés (TNO)

Tableau 1 – Population et superficie du territoire métropolitain, des MRC et des municipalités

Territoires	Population[1]	Superficie (km²)[2]
Agglomération de Québec	**569 717**	**596,8**
Québec	531 902	484,1
L'Ancienne-Lorette	16 543	7,7
Saint-Augustin-de-Desmaures	18 820	105,0
Ville de Lévis	**143 414**	**497,0**
MRC La Jacques-Cartier	**43 485**	**1 548,6**
Fossambault-sur-le-Lac	1 960	13,8
Lac-Beauport	7 801	64,0
Lac-Delage	638	2,1
Lac-Saint-Joseph	260	42,1
Sainte-Brigitte-de-Laval	7 348	110,4
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 706	122,7
Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 382	446,5
Shannon	6 031	64,8
Stoneham-et-Tewkesbury	8 359	682,2
MRC La Côte-de-Beaupré	**28 194**	**671,1**
Beaupré	3 752	26,9
Boischatel	7 587	21,5
Château-Richer	4 126	243,8
L'Ange-Gardien	3 695	53,4
Sainte-Anne-de-Beaupré	2 880	68,1
Saint-Ferréol-les-Neiges	3 240	84,6
Saint-Joachim	1 441	35,1
Saint-Tite-des-Caps	1 473	129,8
Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente	0	7,9
MRC L'Île-d'Orléans	**7 082**	**268,5**
Sainte-Famille	938	50,7
Sainte-Pétronille	1 033	4,3
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	527	102,8
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	1 059	43,5
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 532	35,0
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 993	32,2

CMQ

791 892
de population

3 582 km²
de territoire

Sources : 1. Statistique Canada, recensement 2016. 2. Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, Répertoire des municipalités, 2015. Superficies incluant les portions du fleuve municipalisées.

2. Délimitation du territoire

Le territoire de la CMQ est défini à l'article 2 de sa Loi et demeure inchangé depuis sa création. En fait, il a été prévu que la CMQ aurait compétence sur un territoire correspondant sensiblement à celui de sa région métropolitaine de recensement (RMR) en tenant compte des objectifs suivants : l'équité fiscale sur le territoire, la souplesse et l'efficacité des structures, la responsabilisation et l'imputabilité, les conditions favorables à la prospérité économique et à la compétitivité.

Cette délimitation s'appuie sur le postulat que c'est à l'échelle des régions métropolitaines de recensement (RMR) que se posent de façon plus aiguë les problèmes de congestion routière, des coûts de l'urbanisation, des conditions favorables à la prospérité économique, de l'équité du financement des grands équipements, de la responsabilité sociale relativement à la pauvreté en milieu urbain et de l'équilibre du développement (extrait du Livre blanc portant sur la réorganisation municipale en annexe 1).

Pour ces motifs et en concordance avec le *Livre blanc portant sur la réorganisation municipale* et le *Rapport du comité d'élus municipaux* publiés en 2001, le législateur a décidé que le territoire de la CMQ correspondrait à celui de la RMR de Québec en évitant toutefois, de remettre en cause le découpage existant des MRC.

C'est dans cette perspective que la MRC de La Côte-de-Beaupré a été intégrée en entier dans le territoire de la CMQ afin d'englober les secteurs du Mont-Sainte-Anne et du Cap-Tourmente et de tenir compte de la présence à Saint-Joachim du principal site d'enfouissement sanitaire de l'agglomération de Québec (ancienne CUQ). Sur la rive sud du Saint-Laurent, les municipalités de Beaumont et de Saint-Lambert-de-Lauzon, qui faisaient déjà partie de la RMR en 2001, n'ont pas été intégrées au territoire de la CMQ afin de préserver la totalité des territoires des MRC de Bellechasse et de La Nouvelle-Beauce.

La CMQ est donc délimitée, du côté de la rive nord du Saint-Laurent, par l'agglomération de Québec, les MRC de La Jacques-Cartier, de L'Île-d'Orléans et de La Côte-de-Beaupré et, du côté de la rive sud, par la Ville de Lévis.



3. Considérations méthodologiques

3.1 Précision sur la notion de modifier le territoire

L'article 236 de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (LCMQ) exige que la CMQ produise, à la suite de la publication des résultats d'un recensement quinquennal, « un rapport sur l'opportunité de modifier son territoire pour tenir compte de ces résultats », en omettant toutefois de définir les termes « modifier son territoire ». Or, hormis les options de maintenir ou d'agrandir le territoire métropolitain pour inclure, aux fins de l'aménagement du territoire, une ou des municipalités limitrophes, la CMQ ne retient aucun autre sens à l'article 236 de la LCMQ. Une telle intégration consisterait notamment à assujettir le territoire des municipalités concernées aux règles d'aménagement et de développement en vigueur dans la CMQ par le biais de son PMAD. Ainsi, la municipalité visée demeure dans sa MRC mais est soumise aux exigences du PMAD.

3.2 Hypothèse de travail

Le présent document énonce l'hypothèse de travail suivante :

> *La croissance de certaines municipalités limitrophes au territoire métropolitain et leur degré d'intégration spatiale élevé à la CMQ justifient la mise en place de mesures de gestion de l'urbanisation additionnelles, voire leur intégration au territoire de la CMQ pour les fins de l'aménagement du territoire.*

3.3 Principales sources d'information utilisées

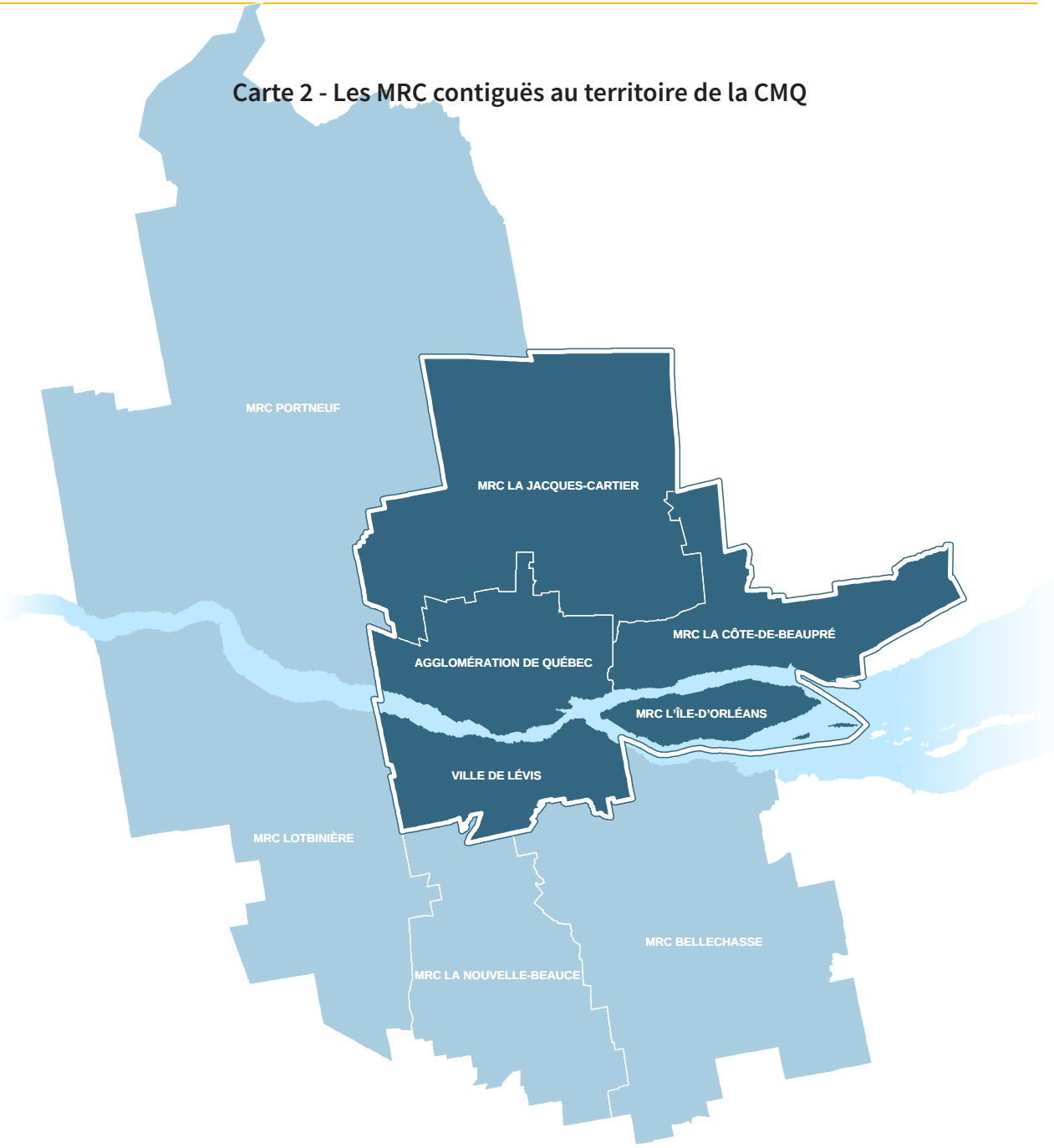
Pour mesurer le niveau d'intégration des municipalités limitrophes à la CMQ, il est convenu de prendre comme source d'information les résultats officiels des Recensements de la population de 2001, 2006, 2011 et 2016 et de l'Enquête nationale auprès des ménages 2011 (ENM) de Statistique Canada et plus précisément, les données en lien avec le navettage. Les plus récentes données de prévisions de population et de ménages produites par l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ) sont également utilisées.

3.4 Territoire d'étude

Les MRC contiguës au territoire de la CMQ sont au nombre de 7. Toutefois, la présente analyse ne tient pas compte des MRC qui sont limitrophes à la CMQ par le biais des territoires non organisés (TNO) Lac-Croche (MRC La Jacques-Cartier) et Lac Jacques-Cartier (MRC La Côte-de-Beaupré) ainsi que de la MRC de Charlevoix en raison de son éloignement (carte 2). Ce choix méthodologique est appuyé sur le constat que les enjeux d'aménagement du territoire relatifs à l'urbanisation périmétropolitaine (étalement urbain et déplacements pendulaires) apparaissent pratiquement inexistants dans ces MRC. Conséquemment, l'analyse portera sur quatre MRC, soit, les MRC de Portneuf, Lotbinière, La Nouvelle-Beauce et Bellechasse.

Le territoire d'étude comporte un total de 70 municipalités dont plusieurs démontrent un niveau d'affinité faible à nulle avec la Communauté métropolitaine de Québec (carte 3). Pour les fins d'une analyse détaillée des enjeux en cause et de façon à départager ces municipalités et cibler celles ayant un niveau plus élevé d'affinité avec la CMQ, le rapport considérera exclusivement les municipalités incluses dans la zone d'influence métropolitaine[3] (ZIM) forte de la CMQ, soit celles dont plus de 30 % de la population active se déplace dans la CMQ pour le travail[4]. Il s'agit des municipalités où l'attractivité de la CMQ est significative en termes d'emplois et qui, éventuellement, sont susceptibles d'être incluses dans la RMR de Québec. Cet exercice a permis de cibler 25 municipalités (carte 3 pour l'analyse, dont cinq faisant partie de la RMR en 2016 selon les critères de Statistiques Canada (précision à la section 6).

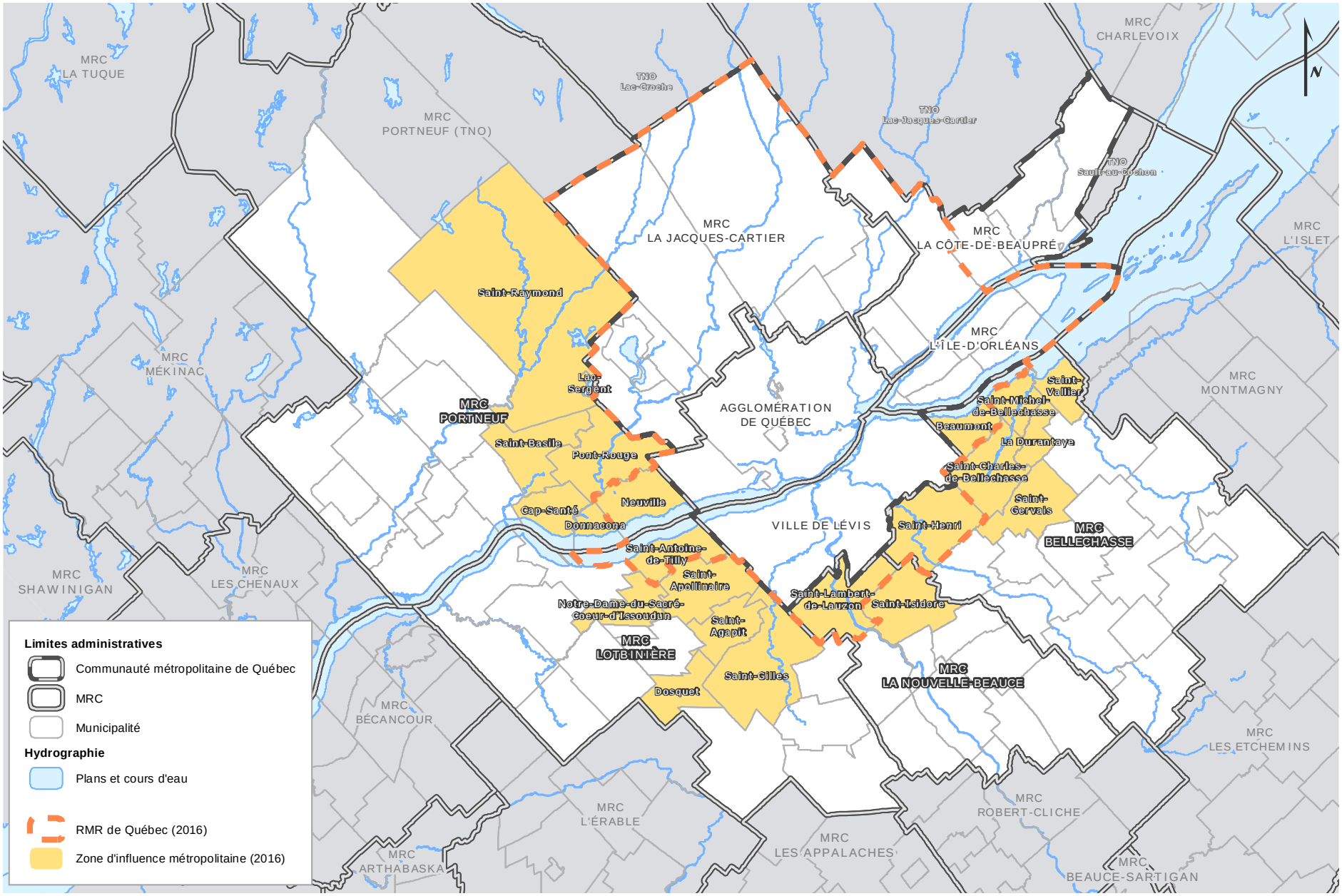
Carte 2 - Les MRC contiguës au territoire de la CMQ



3. Classement des subdivisions de recensement selon le degré d'influence (forte, modérée, faible ou aucune) qu'une RMR exerce sur elles en fonction du pourcentage de la population active occupée (30 % et plus) qui se déplace pour se rendre au travail dans la RMR concernée. Précisions en annexe 3.

4. Selon le territoire de la ZIM-F en 2011. Pour les besoins du présent rapport et de façon à documenter plus largement le phénomène l'urbanisation périmétropolitaine, les municipalités considérées dans la ZIM forte seront celles découlant de l'Enquête nationale auprès de ménages de 2011, soit 25 municipalités. Celles-ci sont désormais 23 depuis 2016.

Carte 3 - Localisation des MRC et municipalités faisant partie de la RMR et de la ZIM forte de la RMR de Québec



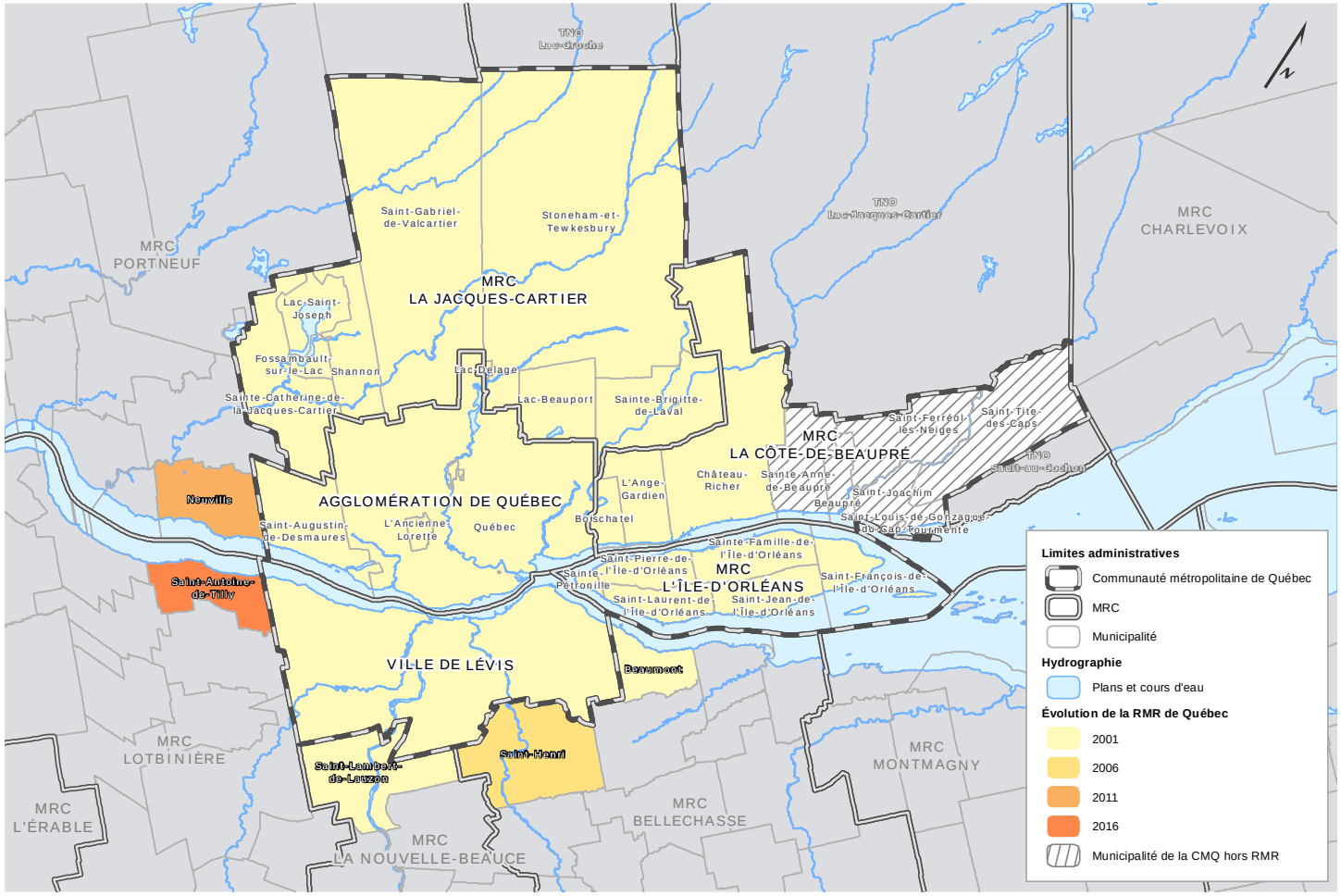
Source : CMQ

4. Délimitation de la Région métropolitaine de Québec

Pour rappel, la délimitation d'une RMR s'appuie sur sept règles d'intégration définies par Statistique Canada (définition en annexe 2). Selon celles-ci, une municipalité fait partie d'une RMR si elle répond à au moins une des règles prescrites par Statistique Canada, la principale règle en cette matière étant celle du navettage. Ainsi, lorsqu'au moins 50 % de la population active qui demeure dans une municipalité se déplace pour travailler à l'extérieur de son territoire vers un noyau de la région métropolitaine, celle-ci est considérée comme faisant partie de la RMR.

C'est donc en raison de la règle du navettage qu'en 2006 et en 2011, à la suite des recensements quinquennaux et de l'ENM, se sont ajoutées successivement les municipalités de Saint-Henri dans la MRC de Bellechasse et de Neuville dans la MRC de Portneuf. Puis, en 2016, c'était au tour de la municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly d'être intégrée à la RMR. La carte suivante illustre l'évolution du territoire de la RMR de Québec.

Carte 4 – Évolution de la RMR de Québec entre 2001 et 2016



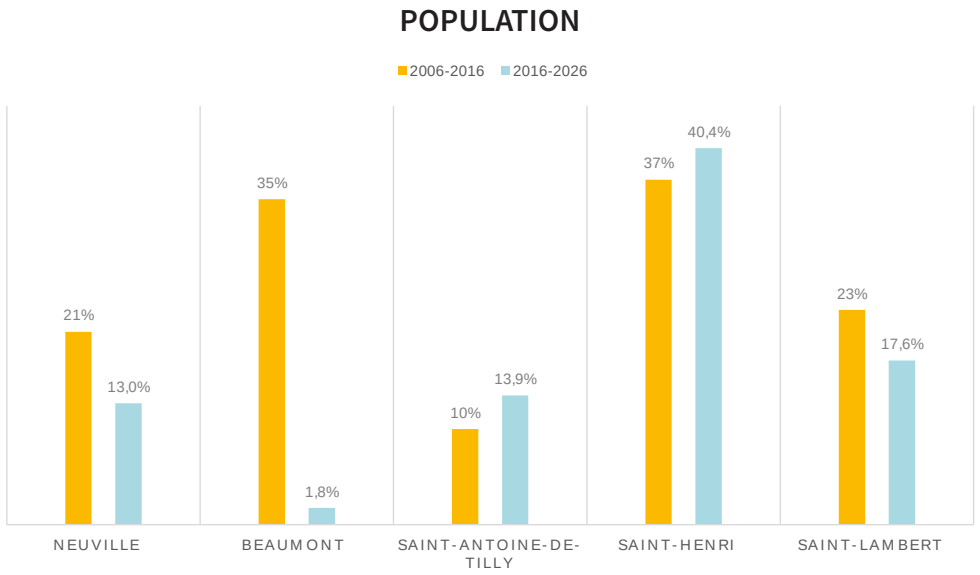
Source : CMQ

4.1 Principaux constats découlant de l'analyse statistique des municipalités hors CMQ, mais dans la RMR de Québec

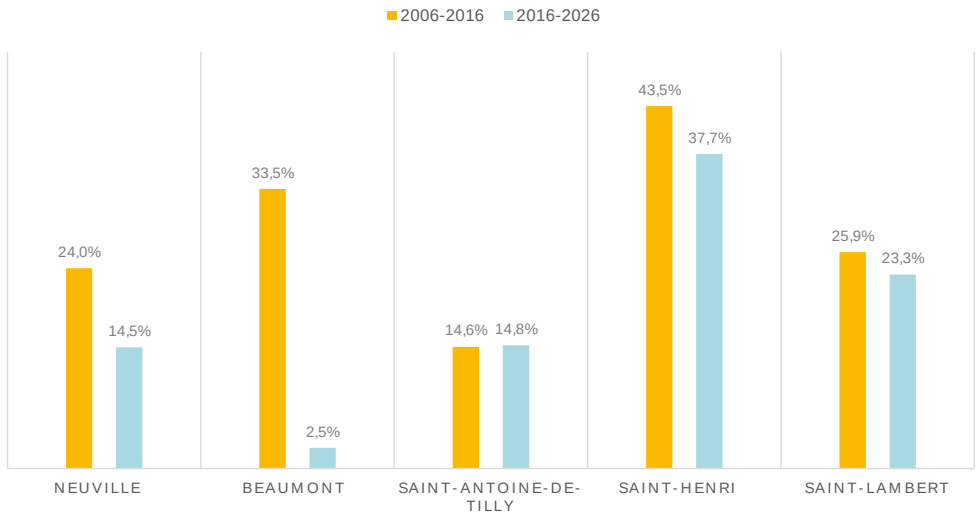
- La population des municipalités de la RMR de Québec hors CMQ a progressé de 15 575 en 2001 à 21 190 personnes en 2016, pour un taux de croissance de 36,1 %. Pour la même période, la population de la CMQ a progressé de 16 %, soit 108 934 personnes, pour atteindre 791 892 personnes en 2016.
- Le nombre de ménages des MRC de la RMR de Québec hors CMQ a progressé de 44,6 % entre 2001 à 2016 pour atteindre 8 454 ménages, comparativement à 5 845 ménages en 2001. Pour la même période, le nombre de ménages de la CMQ a progressé de 21,3 %, soit 63 035 ménages, pour atteindre 359 140 ménages en 2016.
- Le nombre de navetteurs provenant de ces municipalités était de 3 210 en 2001. Ce nombre était dorénavant de 5 855 en 2016, soit une croissance de 35,5 % en 15 ans (graphique 2- page 16).
- Les projections démographiques pour la période 2016-2026 indiquent une poursuite relativement similaire, des tendances passées, sauf pour la municipalité de Beaumont, une progression de 20,2 % de la population et 21,8 % à en ce qui concerne les ménages (annexe 3- tableau 3 et 4).



Graphique 1 - Taux de croissance des municipalités hors CMQ dans la RMR, 2006 à 2016 et projection 2016-2026



Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 et Enquête nationale auprès des ménages 2011. ISQ, Projection de la population et du nombre de ménages privés des municipalités du Québec, 24 février 2015.



5. Concept de Zone d'influence métropolitaine de la RMR appliqué à la CMQ

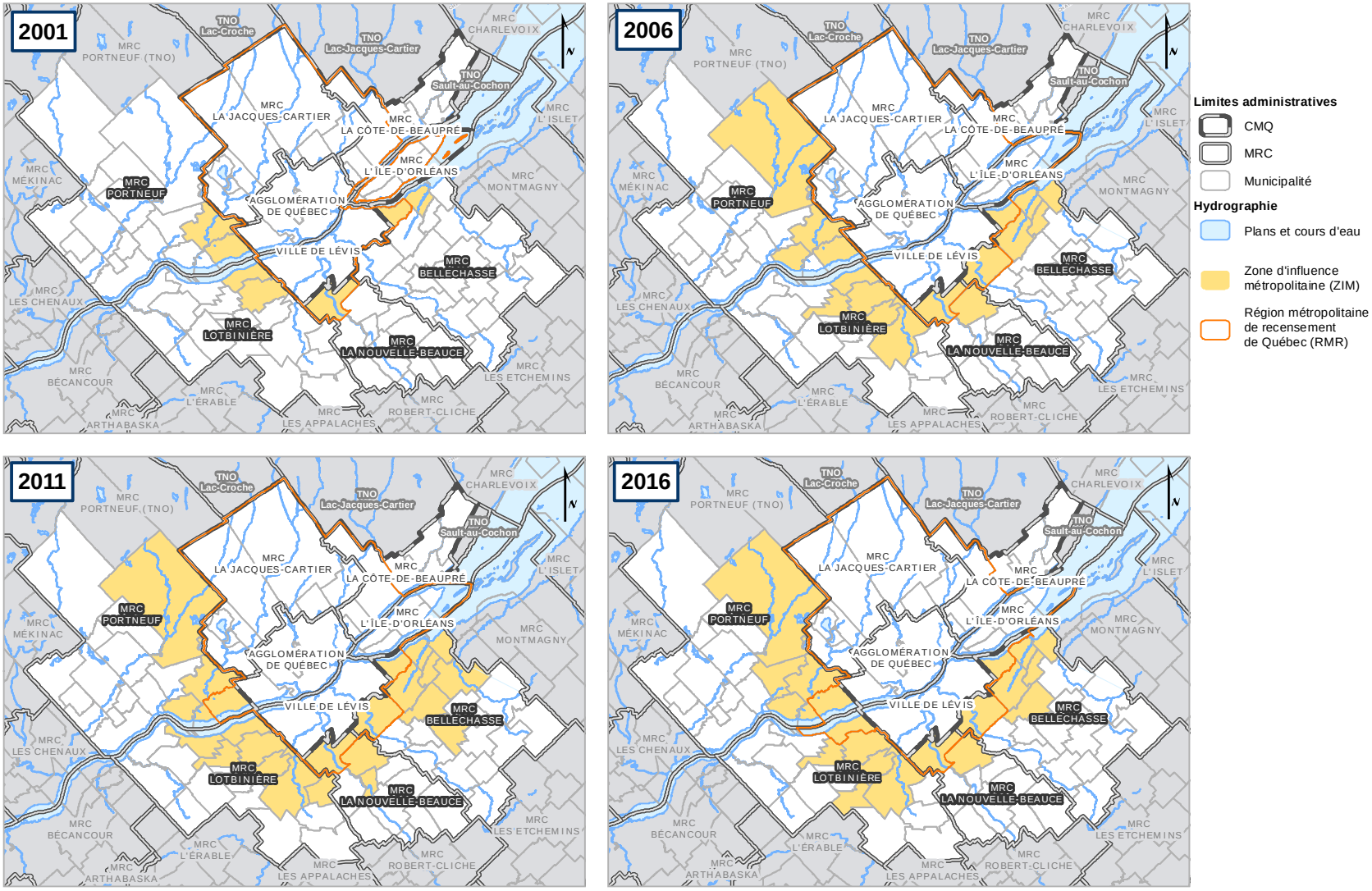
Le concept de Zones d'influence métropolitaine (ZIM) de recensement défini par Statistique Canada vise à différencier géographiquement les régions du Canada situées à l'extérieur des régions métropolitaines de recensement (RMR). Selon ce concept, les municipalités sont classées dans l'une des quatre catégories de ZIM selon le degré d'influence (forte, modérée, faible ou aucune) que la RMR exerce sur elles. La catégorie forte d'une ZIM comprend les municipalités dont au moins 30 % de la population active occupée se déplace pour aller travailler dans la RMR[5]. Les définitions et les règles applicables à cette méthodologie de Statistique Canada sont jointes au présent rapport à l'annexe 4.

Selon les données sur le navettage estimé par Statistique Canada, la ZIM forte de la RMR de Québec comprenait 7 municipalités en 2001. En 2006, ce nombre était de 18 municipalités pour finalement passer à 25 municipalités en 2011. Cependant, entre 2011 et 2016, le nombre de municipalités diminue à 23. Une des explications de cette baisse en 2016 serait le taux global de non-réponse découlant de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, laquelle aurait un degré d'estimation inférieure pour les municipalités de faible population, ce qui aurait notamment causé une surévaluation des navetteurs en 2011, d'où leur classement dans la ZIM. Toutefois, pour les besoins du présent rapport et de façon à documenter plus largement le phénomène l'urbanisation périmétropolitaine, les municipalités considérées dans la ZIM forte seront celles découlant de l'Enquête nationale auprès de ménages de 2011, soit les 25 municipalités analysées au rapport. La carte 5 illustre l'évolution de cette zone d'influence métropolitaine depuis 2001.



5. Pour les besoins de la présente analyse, le concept de ZIM forte a été appliqué au territoire de la CMQ.

Carte 5 - Évolution de la zone d'influence métropolitaine entre 2001 et 2016



Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 et Enquête nationale auprès des ménages 2011.

Tableau 2 – Population, navetteurs et poucentage de la population active des municipalités concernées dans le cadre d'analyse

MRC et municipalités	Population en 2016	Navetteurs en 2016
MRC de Portneuf	**34 950**	**7 040**
Cap-Santé	3 400	550
Donnacona	7 200	1 225
Lac-Sergent	497	100
Neuville	4 392	1 375
Pont-Rouge	9 240	2 300
Saint-Raymond	10 221	1 490
MRC de Lotbinière	**18 996**	**3 910**
Notre-Dame-d'Issoudun	861	115
Saint-Agapit	4 280	905
Saint-Antoine-de-Tilly	1 598	295
Saint-Apollinaire	6 110	1 725
Saint-Gilles	2 525	525
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 106	110
Sainte-Croix	2 516	235
MRC de Bellechasse	**20 409**	**4 010**
Beaumont	2 995	780
La Durantaye	775	135
Saint-Charles-de-Bellechasse	2 396	480
Saint-Gervais	2 153	225
Saint-Henri	5 611	1 530
Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 288	130
Saint-Michel-de-Bellechasse	1 813	300
Saint-Raphaël	2 390	240
Saint-Vallier	1 061	190
MRC de La Nouvelle-Beauce	**11 879**	**2 560**
Saint-Isidore	2 880	420
Saint-Lambert-de-Lauzon	6 647	1 875
Scott	2 352	265
Total	**86 234**	**17 520**

Population active totale (en emploi) : 34 115

=

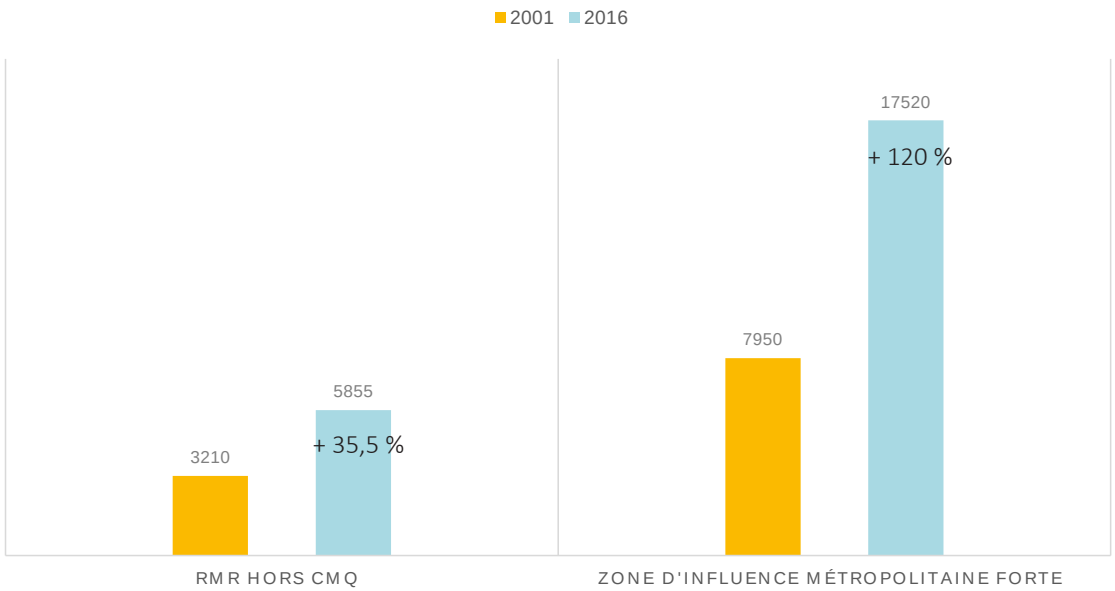
Navetteurs vers le territoire de la CMQ : 17 520

50 %

occupent un emploi sur le territoire de la CMQ

Source : Statistique Canada, recensement 2016. Compilation CMQ.

Graphique 2 - Croissance des navetteurs vers la CMQ (RMR et ZIM-F)

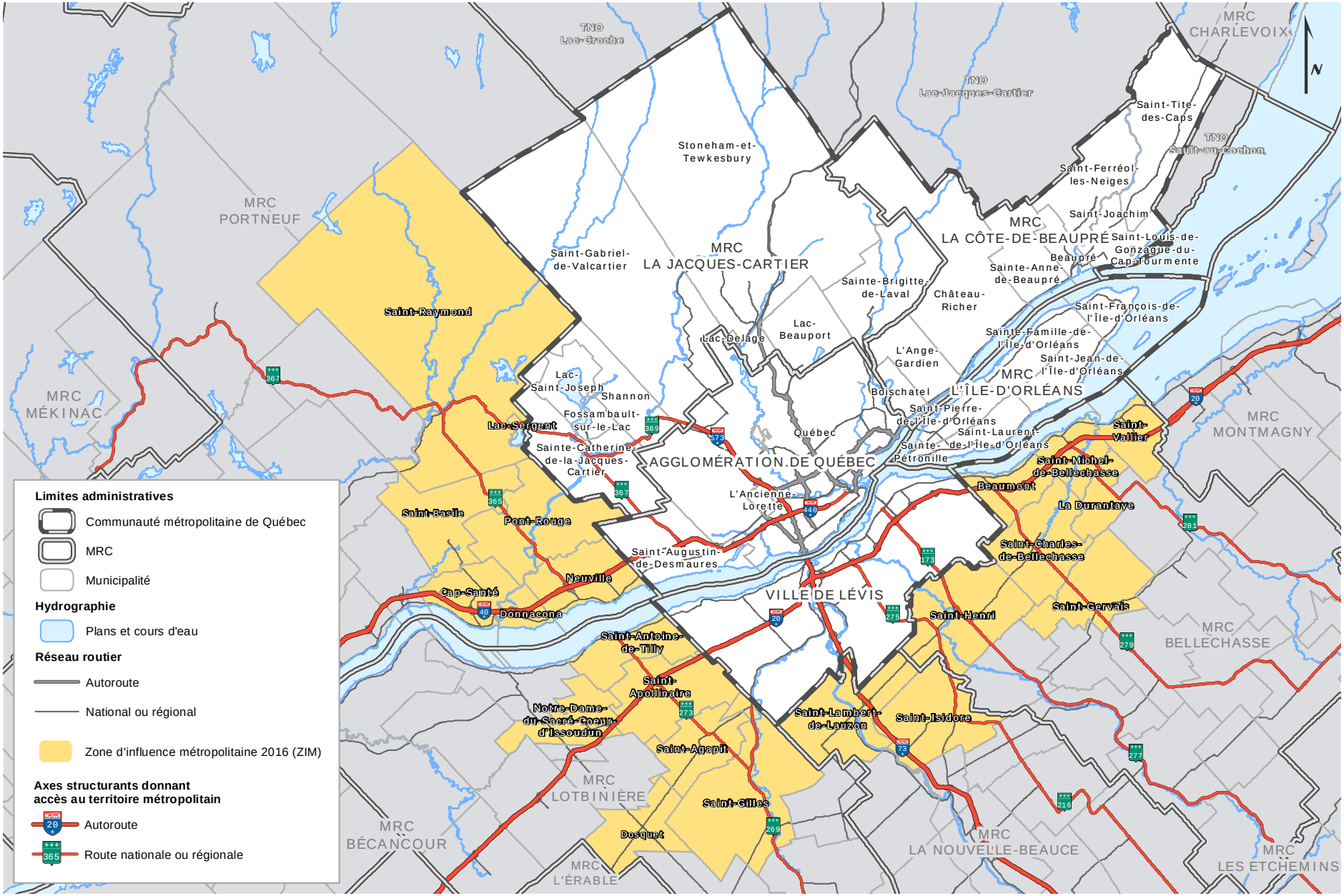


Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 et Enquête nationale auprès des ménages 2011.

L'examen de la répartition spatiale des municipalités visées dans le cadre d'analyse démontre qu'elles sont localisées aux limites immédiates du territoire de la CMQ, qu'elles bénéficient de sa proximité géographique et d'un réseau routier facilitant les déplacements pendulaires (carte 6), soit en l'occurrence :

- Autoroute 20 Est et Ouest (Saint-Apollinaire et Beaumont);
- Autoroute 40 Ouest (Neuville);
- Autoroute 73 Sud (Saint-Lambert-de-Lauzon);
- Route 367 via 369, 573 Nord ou 40 Ouest (Lac-Sergent);
- Route 275 et 277 (Saint-Henri);
- Route 279 et 281 via l'autoroute 20 est (Saint-Charles);
- Route 365 via autoroute 40 Ouest (Pont-Rouge);
- Route 269 et 273 via autoroute 20 Ouest (Saint-Agapit et Saint-Gilles).

Carte 6 - Axes routiers régionaux structurants facilitant l'accès au territoire métropolitain



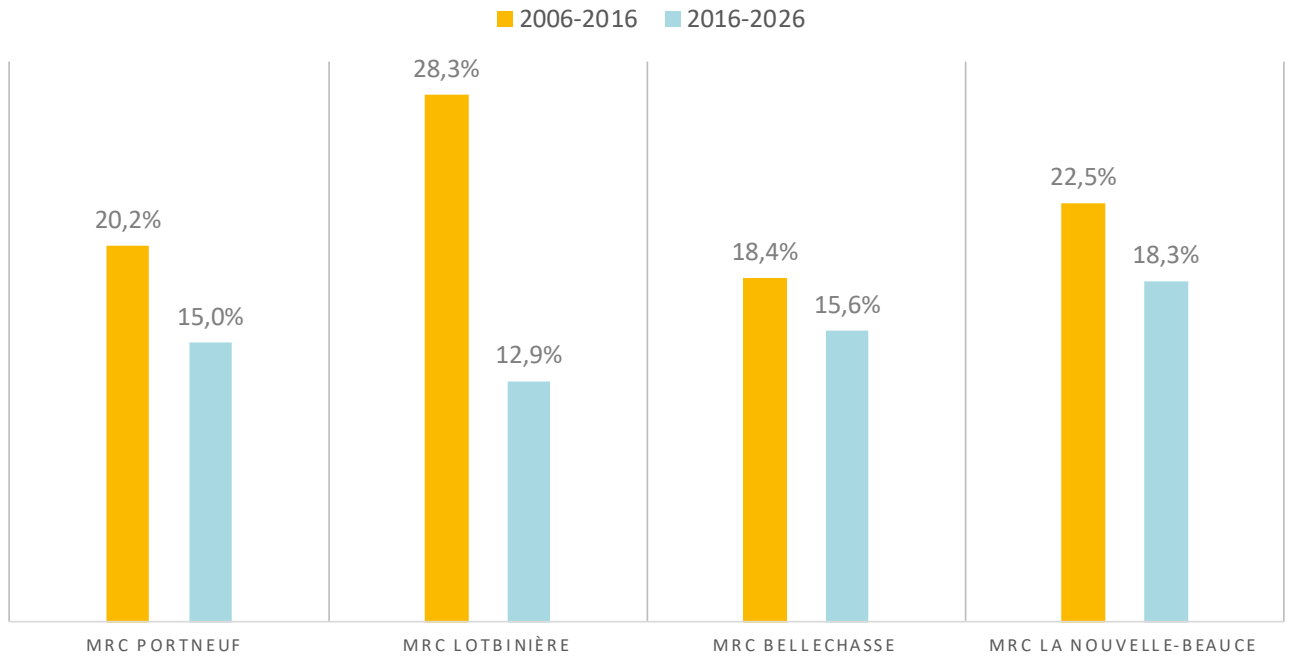
Source : CMQ

5.1 Principaux constats découlant de l'analyse statistique de la ZIM-F appliquée à la CMQ

- La population de la ZIM de la CMQ a progressé de 67 992 en 2001 à 86 234 personnes en 2016, pour un taux de croissance de 26,8 %;
- Le nombre de ménages a progressé de 37,0 % de 2001 à 2016 pour atteindre 35 745 ménages, comparativement à 26 090 ménages en 2001, soit 9 655 ménages additionnels pour cette période;
- Le nombre de navetteurs provenant de ces municipalités était de 17 520 en 2016. Ce nombre était de 7 950 en 2001. Une croissance de 120 % en 15 ans, soit 9 570 navetteurs[6];
- Les projections démographiques pour la période 2016-2026 indiquent un ralentissement des tendances passées : une progression de 15,1 % de la population (+ 13 046) et de 5,8 % des ménages (+ 2 069) (annexe 3- tableaux 6 à 8).

POPULATION

Graphique 3 - Taux de croissance des municipalités composant la ZIM-F de 2006 à 2016 et projection 2016-2026, par MRC

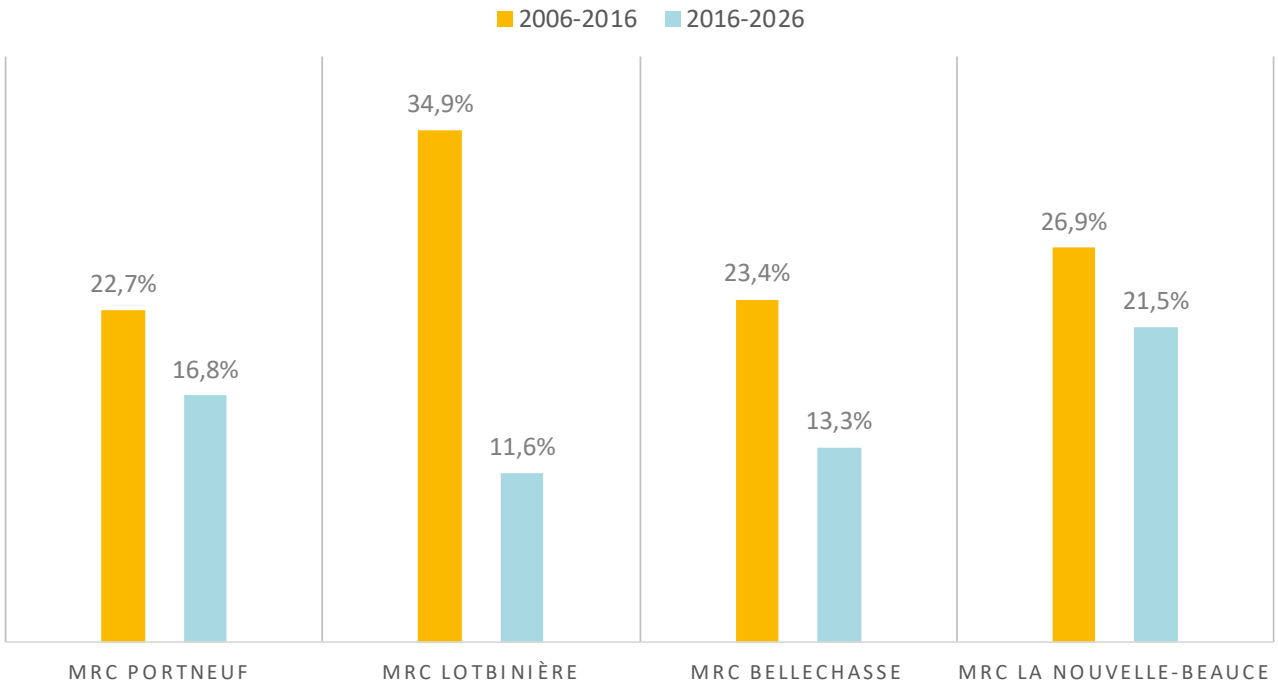


Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 et Enquête nationale auprès des ménages 2011. ISQ, Projection de la population et du nombre de ménages privés des municipalités du Québec, 24 février 2015

6. Bien que ne relevant d'aucune corrélation statistique, l'analyse des données démontre que la croissance des ménages est systématiquement accompagnée d'une croissance équivalente des navetteurs (un pour un) vers la CMQ.



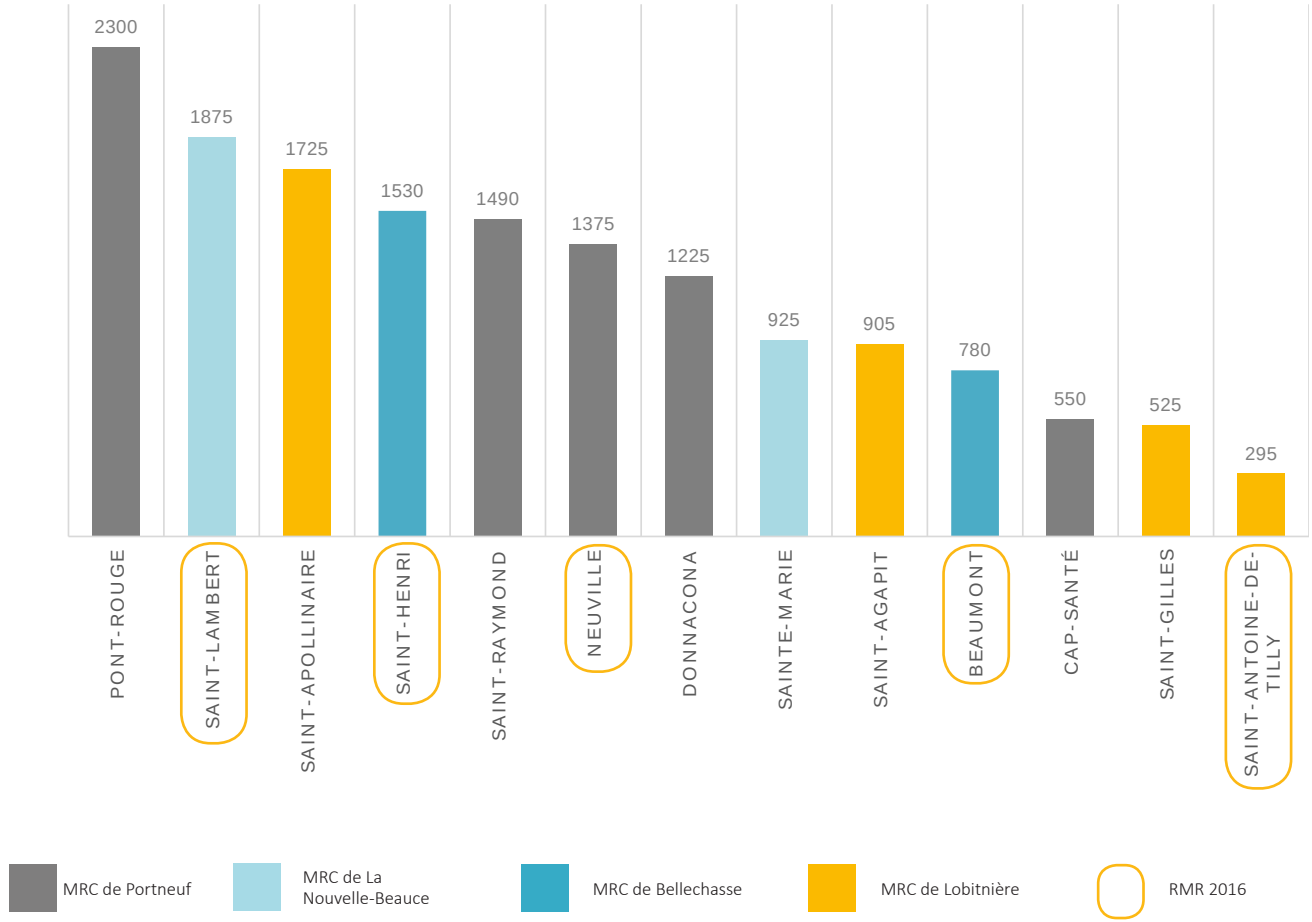
MÉNAGES



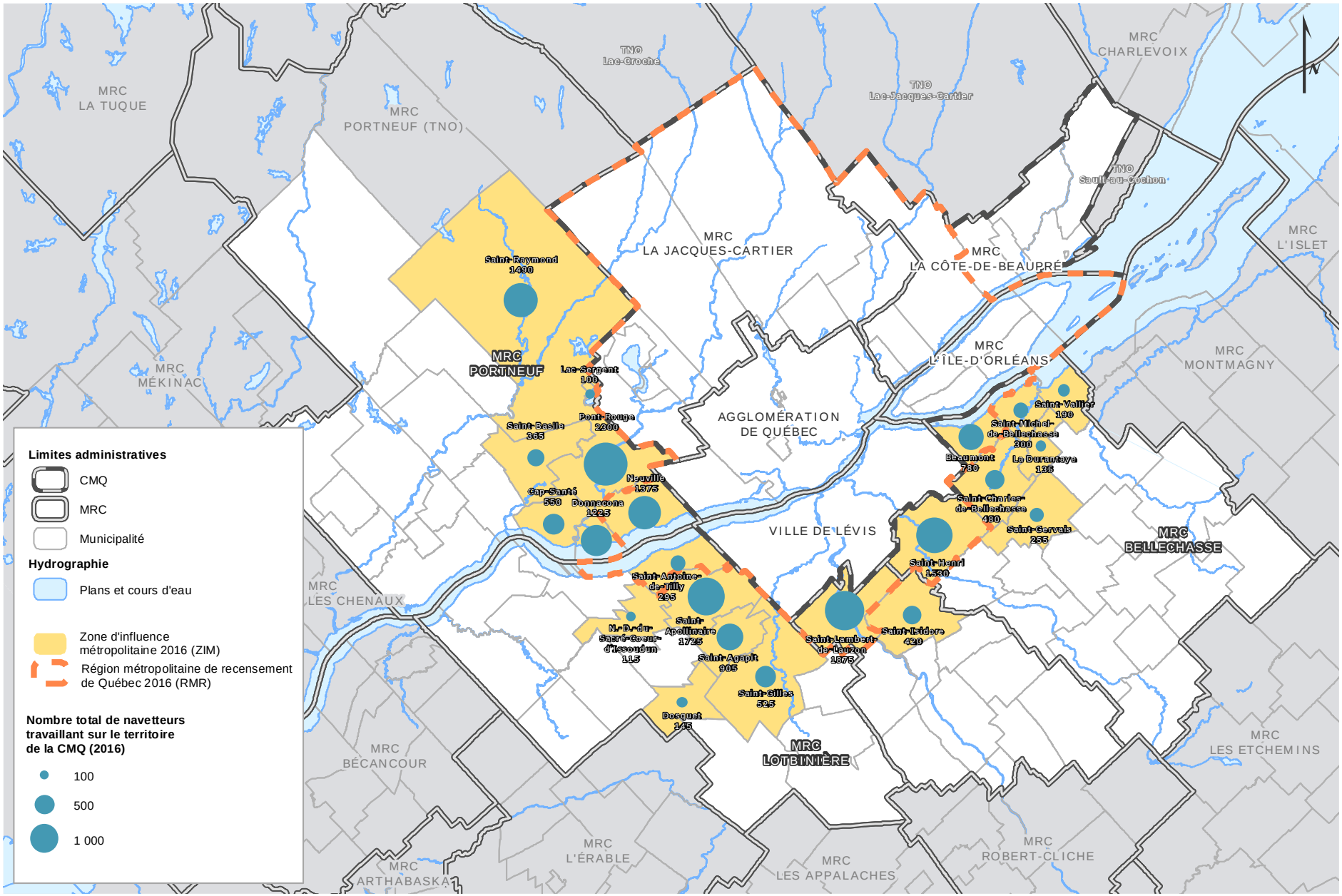
Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 et Enquête nationale auprès des ménages 2011.

Graphique 4 - Principales municipalités et MRC d'origine des navetteurs vers la CMQ en 2016

13 municipalités = 16 050 navetteurs / 17 520 (92 %)



Carte 7 - Nombre de navetteurs et municipalité d'origine en 2016

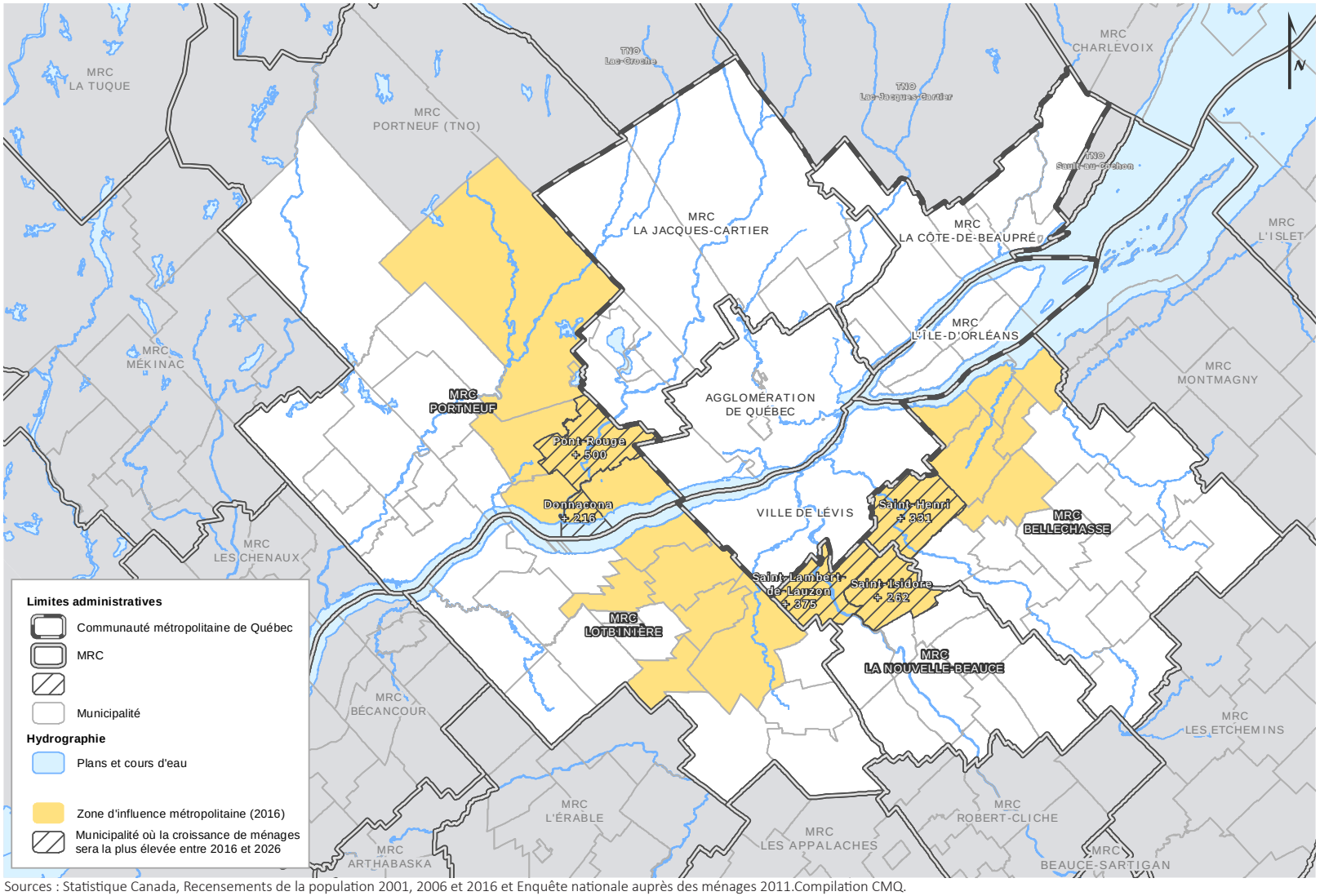


Source : CMQ

6. Projections de croissance au pourtour de la CMQ

Les plus récentes projections démographiques produites par l'ISQ (octobre 2014) indiquent un ralentissement général de la croissance au pourtour de la CMQ. Ces projections indiquent qu'après avoir connu des taux de croissance importants de population, des ménages et des navetteurs vers le territoire de la CMQ, la croissance des ménages sera appelée à se concentrer principalement dans cinq municipalités, lesquelles accueilleront près de 82 % de la croissance ménages, soit 1 690 sur un total de 2 069 nouveaux ménages dans la ZIM-F (carte 7). Il s'agit des municipalités de Pont-Rouge, Donnacona, Saint-Lambert, Saint-Isidore et Saint-Henri.

Carte 8 - Localisation des municipalités où la croissance des navetteurs sera la plus forte entre 2016 et 2026



Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 et Enquête nationale auprès des ménages 2011.Compilation CMQ.

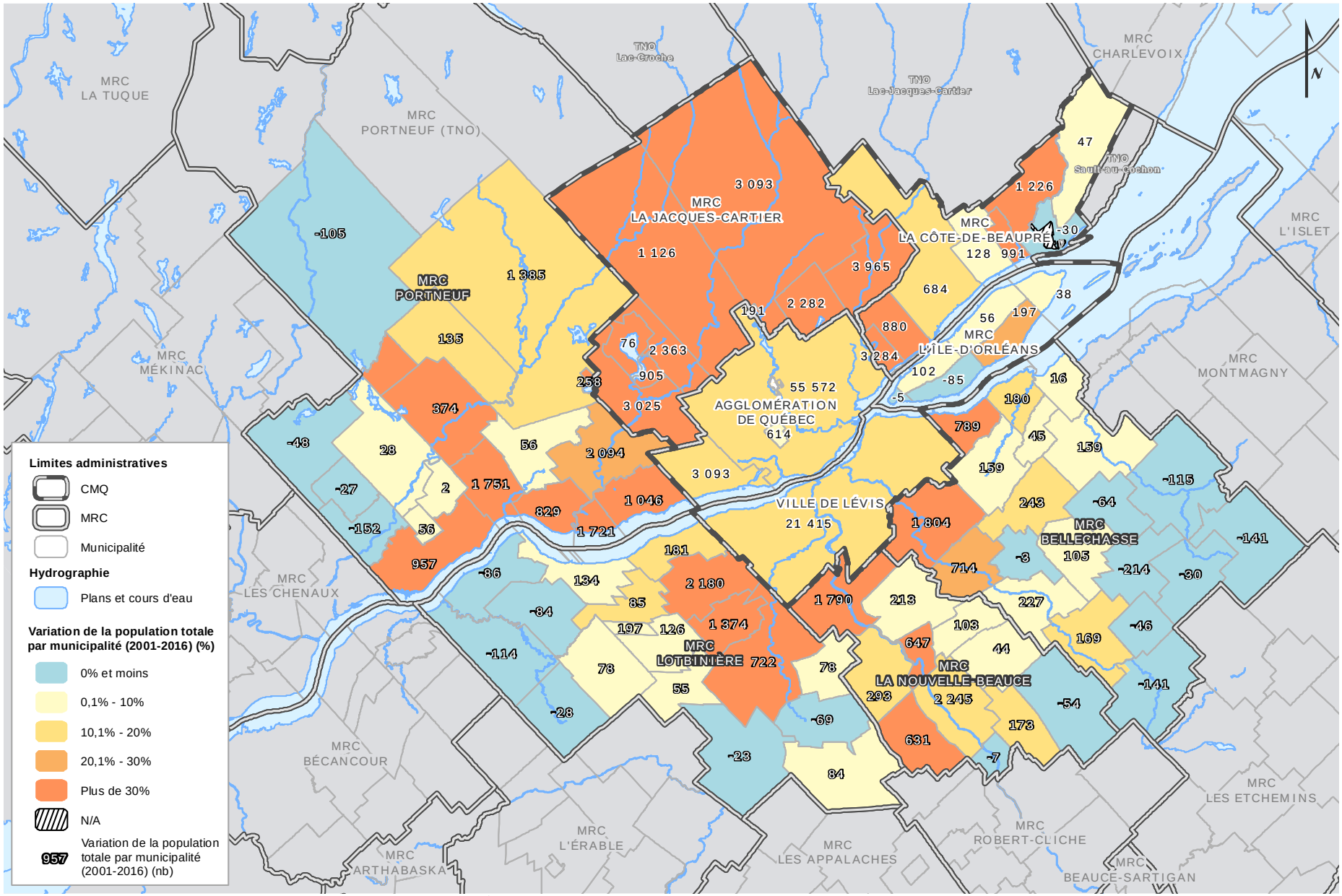
7. Grands constats[7]

Pour conclure, il est nécessaire de rappeler les grands constats du rapport sur l'opportunité de modifier notre territoire. L'examen de l'évolution de la RMR de Québec et de la zone d'influence métropolitaine forte appliquée à la CMQ permet de dresser quelques grands constats :

- Entre 2001 et 2016, la RMR de Québec a connu une progression passant de deux à cinq municipalités. Ces municipalités qui ne sont pas incluses dans le territoire de la CMQ ont connu, une croissance démographique significative qui s'est notamment traduite par une augmentation du nombre de navetteurs se dirigeant vers le territoire de la CMQ de 5 855 personnes;
- Le territoire de la zone d'influence métropolitaine Forte (ZIM-F) de la RMR de Québec a connu une progression importante entre 2001 et 2016. De 7 municipalités en 2001, celle-ci s'étend dorénavant à 23 municipalités dans lesquelles plus de 30 % de la population occupant un emploi se déplace pour travailler sur le territoire de la CMQ, soit 17 520 personnes.
- La forte croissance démographique constatée depuis 15 ans au pourtour de la CMQ est appelée à s'estomper et se concentrer principalement dans cinq municipalités, soit Pont-Rouge, Donnacona, Saint-Lambert, Saint-Isidore et Saint-Henri qui accueilleront plus de 80 % de la croissance des ménages entre 2016 et 2026. (carte 7);
- Les forts taux de croissance (plus de 30 %) constatés au sein des municipalités limitrophes à la CMQ sont à l'image de ceux observés dans la couronne nord de la CMQ. (carte 8).

7. Une cartographie géostatistique complète de la croissance démographique et du navettage est présentée en annexe 5 du présent rapport.

Carte 9 - Croissance et variation de la population des municipalités composant la CMQ et les MRC limitrophes à la CMQ entre 2001 et 2016



Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 et Enquête nationale auprès des ménages 2011

Conclusion



En 2002, lors de la mise en place des communautés métropolitaines, le gouvernement souhaitait, entre autres, limiter l'étalement urbain, les disparités fiscales et la fragmentation de la gouverne municipale. Pourtant, on remarque que le phénomène de l'urbanisation périmétropolitain, aux limites immédiates du territoire de la Communauté métropolitaine de Québec, s'est accentué entre 2001 et 2016, engendrant ainsi une augmentation des coûts environnementaux et sociaux, par une congestion accrue à l'approche et à l'intérieur de la CMQ ainsi que par une pression additionnelle sur les infrastructures routières et municipales. La progression spatiale de la région métropolitaine de Recensement de Québec et surtout de la Zone d'influence métropolitaine forte de Québec témoigne à la fois de l'attractivité du territoire métropolitain et de l'intégration de certaines municipalités périmétropolitaines à cette réalité.

Il faut donc reconnaître que le territoire de la CMQ, principalement par l'entremise des villes de Lévis et de Québec, représente un bassin d'emplois significatif et un lieu de services de proximité tout aussi important pour les résidents des municipalités limitrophes à la CMQ, mais pas nécessairement un lieu de résidence. On constate que l'enjeu de l'urbanisation demeure encore aujourd'hui des plus actuels.

C'est donc avec un souci de cohérence de la croissance de la grande région de Québec, d'un esprit de compétitivité et d'attractivité de son territoire, que la CMQ poursuivra l'examen de la progression du développement des MRC contiguës à son territoire, principalement sous l'angle de l'urbanisation et de la mobilité des personnes qui l'accompagne, conformément aux exigences qui découlent de :

- l'objectif 3.2.4 du PMAD qui vise à renforcer le territoire métropolitain en limitant l'expansion du développement au-delà des limites de la Communauté;
- l'obligation qui est faite à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation de demander l'avis de la CMQ avant de se prononcer sur une modification d'un schéma d'aménagement d'une MRC dont le territoire est contigu à celui de la CMQ;
- l'obligation qui est faite à la CMQ de produire le présent rapport.

ANNEXE 1
Extrait du Livre blanc sur la réorganisation

Extrait de la page 27 | Partie I : l'organisation municipale actuelle
CHAPITRE 4 : LA PROBLÉMATIQUE DES TRENTE ET UNE AGGLOMÉRATIONS URBAINES DU QUÉBEC

4.1. L'importance des agglomérations urbaines du Québec pour son développement

Comme il a déjà été mentionné, les 31 agglomérations urbaines québécoises dont le noyau urbanisé compte plus de 10 000 habitants regroupent 78 % de la population et 85 % des emplois, tandis que l'activité économique qu'on y retrouve représente 82 % du produit intérieur brut du Québec.

> L'importance de ces agglomérations tient à leur rôle dans la structuration du territoire québécois et la mise en relation de ce dernier avec le monde. Non seulement les grandes métropoles tendent de plus en plus à prendre le relais des États en matière de commerce international et de liens culturels, mais les agglomérations de moyenne taille sont également invitées à participer à ce réseau d'échanges. Certaines agglomérations, grandes et moyennes, développent d'ailleurs de plus en plus de liens directs avec des agglomérations à l'étranger. À notre époque de mondialisation des marchés et d'abolition des frontières économiques, la réussite internationale passe de plus en plus par la constitution de pôles urbains à fort pouvoir d'attraction internationale. L'importance de nos agglomérations urbaines ne tient pas seulement au rôle qu'elles jouent à l'intérieur du territoire québécois, mais aussi à leur fonction de plaque tournante des échanges avec le monde. Aussi, le développement futur du Québec sera-t-il à la mesure de la vitalité de son réseau d'agglomérations et de la qualité de la gouverne municipale, qui en constitue un facteur non négligeable.

4.2. Les problèmes vécus par les agglomérations urbaines

Quoique chacune des agglomérations urbaines ait ses particularités, elles partagent toutes des problèmes communs, qui procèdent d'un ensemble de phénomènes qui se renforcent mutuellement : l'étalement urbain, la concentration des problématiques sociales, la détérioration du parc immobilier public et privé, les effets de débordement, les disparités fiscales et la fragmentation de la gouverne municipale.

Extrait des pages 76 à 78 | Partie II : l'organisation municipale actuelle
CHAPITRE 8 : LE RENFORCEMENT DES AGGLOMÉRATIONS URBAINES ET DES MRC

[...] de prélever des taxes et d'assurer certains services locaux, autres que ceux qui sont fournis par la Ville d'Indianapolis et le comté de Marion. De plus, quatre municipalités de plus de 5 000 habitants ne comptent sur Unigov que pour les services habituellement fournis par les comtés. Enfin, les agences unifonctionnelles existantes, y compris onze commissions scolaires, n'ont pas été touchées.

Un troisième cas est celui de la région de Portland, capitale de l'Oregon, où le Portland Metropolitan Service District a été créé en 1979. Celui-ci se distingue des autres organismes de ce type aux États-Unis en ce que son conseil est composé d'élus au scrutin direct, plutôt que de représentants des municipalités. Ses principales responsabilités ont trait à l'aménagement du territoire, au transport en commun, à la gestion des déchets et à celle des équipements et des parcs régionaux. Son financement provient de la tarification, de quote-parts des municipalités et de taxes approuvées par référendum, notamment une taxe sur les établissements hôteliers. Fait intéressant, le Portland Metropolitan Service District, qui est reconnu pour son fonctionnement harmonieux et les améliorations qu'il a apportées à sa région, a compétence sur un territoire regroupant près de la moitié de la population de l'Orégon.

Le cas de Portland n'est pas le seul où l'instance métropolitaine a compétence sur une part importante du territoire d'un État ou d'une province. Ainsi, le Conseil des services du Grand Toronto a compétence sur un territoire regroupant 4,3 millions de personnes, soit 37 % de la population de 11,5 millions de la province, le Greater Vancouver Regional District a compétence sur un territoire regroupant 1,9 million de personnes, soit 51 % de la population de 3,7 millions de la province, tandis que la ville regroupée de Winnipeg comprend 600 000 personnes sur un total de 1,1 million pour la province, soit 54 %.

8.3. La mise en place de communautés métropolitaines dans les agglomérations de Québec, de Montréal et de l'Outaouais

La création, dans les agglomérations où existent actuellement des communautés urbaines, de communautés métropolitaines qui remplaceront ces dernières et auront compétence sur un territoire élargi englobant l'essentiel de la région métropolitaine de recensement, constitue un élément indispensable de la réorganisation municipale. En effet, certains enjeux ne peuvent être pris en charge adéquatement qu'à cette échelle, car ils excèdent les territoires des municipalités locales, même regroupées. De plus, le financement à l'échelle de ces agglomérations urbaines des services dont la portée correspond à leur territoire permettra d'en répartir le coût plus équitablement entre les contribuables.

La mise en place des communautés métropolitaines de Québec, de Montréal et de l'Outaouais sera amorcée en priorité, ainsi que l'a annoncé le gouvernement le 3 mars dernier.

8.3.1. Le territoire des communautés métropolitaines

Afin d'assurer l'exercice optimal des responsabilités devant être assumées à l'échelle du territoire de l'agglomération, il convient d'en définir la délimitation. Il apparaît que les territoires actuels des communautés urbaines sont trop restreints pour permettre de prendre en charge les enjeux concernant leurs agglomérations urbaines respectives et que les territoires sur lesquels les communautés métropolitaines auront compétence devront être élargis.

> C'est à l'échelle des régions métropolitaines de recensement (RMR) de Montréal, de Québec et de l'Outaouais que se posent de la façon la plus aiguë les problèmes de la congestion des artères, des coûts de l'urbanisation, des conditions favorables à la prospérité économique, de l'équité du financement des grands équipements, de la responsabilité sociale face à la pauvreté en milieu urbain, de l'équilibre du développement.

Ces problèmes supposent la mise en place d'une instance de décision capable de prendre en charge, à l'échelle de l'agglomération, la planification, la coordination et le financement des activités visant à y répondre. Le choix d'un territoire pour ces instances doit aussi tenir compte des objectifs suivants : l'équité fiscale sur le territoire, la souplesse et l'efficacité des structures, la responsabilisation et l'imputabilité, les conditions favorables à la prospérité économique et à la compétitivité.

Il est donc prévu que la Communauté métropolitaine de Montréal, la Communauté métropolitaine de Québec et la Communauté métropolitaine de l'Outaouais auront compétence sur un territoire correspondant sensiblement à celui de leur région métropolitaine de recensement (RMR). Par ailleurs, l'orientation retenue étant de ne pas remettre en cause le découpage actuel des MRC, certaines de celles-ci se retrouveront dans une situation où la partie de leur territoire compris dans la RMR fera partie de la communauté métropolitaine, tandis que l'autre partie en sera exclue. Des ajustements sont prévus dans certaines situations particulières. Ainsi, l'agglomération de Saint-Jérôme sera exclue du territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal, à cause de son rôle de centre de services de la région des Laurentides, tandis que la MRC Lajemmerais sera incorporée en entier, le port de Contrecoeur constituant le prolongement de celui de Montréal. De même, la MRC de la Côte-de-Beaupré sera comprise en entier dans le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec, afin d'englober les secteurs du Mont-Sainte-Anne et du Cap-Tourmente, et de tenir compte de la présence à Saint-Tite-des-Caps du principal site d'enfouissement sanitaire de la Communauté urbaine de Québec et de la MRC de l'Île-d'Orléans. Enfin, les MRC comprises dans les communautés métropolitaines et qui sont actuellement responsables de territoires non organisés pourront en conserver la responsabilité.

> Les comités d'élus municipaux mis en place dans les RMR de Québec, de Montréal et de l'Outaouais pourront recommander des ajustements au territoire proposé.

Un mécanisme sera prévu pour permettre de revoir périodiquement le territoire des communautés métropolitaines. Ce mécanisme sera fondé sur des critères objectifs, tels que la densité de population, la croissance démographique et le degré d'intégration économique. Lors de la parution des résultats de chaque recensement quinquennal de Statistique Canada, la Commission municipale sera chargée de constater si les municipalités adjacentes satisfont aux critères justifiant leur inclusion dans le territoire d'une communauté métropolitaine.

ANNEXE 2
Définitions : Région métropolitaine de recensement

Région métropolitaine de recensement (RMR) et agglomération de recensement (AR)

Partie A - Définition abrégée

Territoire formé d'une ou de plusieurs municipalités voisines les unes des autres qui sont situées autour d'un noyau. Une région métropolitaine de recensement doit avoir une population totale d'au moins 100 000 habitants et son noyau doit compter au moins 50 000 habitants. L'agglomération de recensement doit avoir un noyau d'au moins 10 000 habitants.

Partie B - Définition détaillée

Une région métropolitaine de recensement (RMR) ou une agglomération de recensement (AR) est formée d'une ou de plusieurs municipalités adjacentes situées autour d'un centre de population (aussi appelé le noyau). Une RMR doit avoir une population totale d'au moins 100 000 habitants et son noyau doit compter au moins 50 000 habitants. Quant à l'AR, son noyau doit compter au moins 10 000 habitants. Pour être incluses dans une RMR ou une AR, les autres municipalités adjacentes doivent avoir un degré d'intégration élevé avec le noyau, lequel est déterminé par le pourcentage de navetteurs établi d'après les données du recensement précédent sur le lieu de travail.

Si la population du noyau d'une AR diminue et devient inférieure à 10 000 habitants, l'AR est retirée du programme. Cependant, une RMR restera une RMR même si sa population totale devient inférieure à 100 000 habitants ou si la population de son noyau devient inférieure à 50 000 habitants. Les petits centres de population avec une population inférieure à 10 000 habitants sont appelés banlieue. Alors que toutes les régions à l'intérieur des RMR et des AR qui ne sont pas des centres de population sont des régions rurales.

Lorsque l'AR a un noyau comptant au moins 50 000 habitants, il est subdivisé en secteurs de recensement. Les secteurs de recensement sont maintenus pour l'AR même si la population du noyau diminue par la suite à moins de 50 000. Toutes les RMR sont subdivisées en secteurs de recensement.

Années de recensement

2011, 2006, 2001, 1996, 1991, 1986, 1981, 1976, 1971, 1966, 1961, 1956, 1951, 1941

Remarques : Les termes « noyau », « banlieue » et « région rurale » remplacent les termes « noyau urbain », « banlieue urbaine » et « banlieue rurale » pour le Recensement de 2011.

Noyaux

Une région métropolitaine de recensement (RMR) ou une agglomération de recensement (AR) peut avoir plus d'un noyau. Le noyau d'une RMR doit avoir une population d'au moins 50 000 habitants et le noyau d'une AR doit avoir au moins 10 000 habitants. Dans tous les autres cas où une RMR ou une AR a plus d'un noyau, les noyaux supplémentaires sont appelés noyaux secondaires. Lorsqu'une AR est fusionnée à une RMR, le noyau de l'ancienne AR devient lui aussi un noyau secondaire de la RMR. Si la population de la banlieue du centre de population excède 10 000 habitants, celui-ci devient un noyau secondaire de la RMR ou de l'AR dans lequel il existe. Se reporter à Fusion de RMR et d'AR adjacentes (règle de délimitation 7).

Règles de délimitation des RMR et des AR

Pour délimiter les RMR ou les AR, on se sert des municipalités (subdivisions de recensement) adjacentes comme unités de base. Ces subdivisions de recensement (SDR) sont incluses dans les RMR ou les AR si elles respectent au moins une des règles décrites ci-après, qui sont classées par ordre d'importance. Si une SDR respecte certaines de ces règles pour deux RMR ou AR ou plus, elle est incluse dans celle qui correspond à la règle la plus importante. Si les règles ont la même importance, la décision doit alors être fondée sur la population ou sur le nombre de navetteurs. Les RMR ou les AR sont délimitées de façon à maintenir la contiguïté spatiale.

1. Règle du noyau

La SDR est comprise entièrement ou en partie dans le noyau. Une enclave-noyau est une SDR située à l'intérieur d'une SDR qui est comprise au moins en partie dans le noyau; cette enclave-noyau doit être incluse afin de maintenir la contiguïté spatiale. À la figure 6, les SDR A, B et C sont incluses dans la RMR ou l'AR conformément à la règle du noyau. La SDR C est une enclave-noyau.

Figure 6 : Règle du noyau

2. Règle du navettage dans le sens normal

Avec un nombre minimum de 100 navetteurs, au moins 50 % de la population active occupée qui demeure dans la SDR travaille dans le noyau de délimitation (voir la note ci-dessous). Ces chiffres sont établis à partir des réponses à la question sur le lieu de travail du recensement précédent.

Note : Pour délimiter les RMR et les AR, un noyau de délimitation est créé respectant les limites des SDR. Pour qu'une SDR soit incluse dans le noyau de délimitation primaire ou secondaire, il faut qu'au moins 75 % de sa population réside dans le noyau. Dans la figure 7, la SDR A fait partie du noyau de délimitation puisque l'ensemble de sa population réside dans le noyau. La SDR B ferait également partie du noyau de délimitation si au moins 75 % de sa population résidait dans le noyau. Dans cet exemple, nous avons supposé que moins de 75 % de la population de la SDR B demeurait dans le noyau; par conséquent, la SDR B et son enclave-noyau, la SDR C, ne sont pas considérées comme incluses dans le noyau de délimitation.

Figure 7 : Règle du navettage dans le sens normal

3. Règle du navettage à contresens

Avec un nombre minimum de 100 navetteurs, au moins 25 % de la population active occupée qui travaille dans la SDR demeure dans le noyau de délimitation. Ces chiffres sont établis à partir des réponses à la question sur le lieu de travail du recensement précédent. Dans la figure 8, on peut voir qu'au moins 25 % de la population active occupée qui travaille dans la SDR E demeure dans la SDR A (voir la note pour la règle 2).

Figure 8 : Règle du navettage à contresens

4. Règle de la contiguïté spatiale

Des SDR affichant un pourcentage de navetteurs insuffisant peuvent être incluses dans une RMR ou une AR, et des SDR ayant un pourcentage de navetteurs suffisant peuvent être exclues d'une RMR ou d'une AR.

Voici les deux situations pouvant mener à l'inclusion ou à l'exclusion d'une SDR dans une RMR ou une AR afin de maintenir la contiguïté spatiale :

SDR détachée : Une SDR (F dans la figure 9) affichant un pourcentage suffisant de navetteurs (soit dans le sens normal, soit à contresens) est située à l'intérieur d'une SDR (G dans la figure 9) adjacente à la RMR ou à l'AR, mais qui n'a pas un pourcentage de navetteurs suffisant. En pareil cas, la SDR incluse et la SDR entourant celle-ci sont groupées pour former un ensemble minimal de SDR (F + G). On tient alors compte du pourcentage total de navetteurs pour l'ensemble minimal de SDR afin de déterminer s'il peut être inclus dans la RMR ou l'AR. Si le pourcentage de navetteurs (soit dans le sens normal, soit à contresens) de l'ensemble minimal de SDR est suffisant, toutes les SDR qui le composent sont alors incluses dans la RMR ou l'AR.

SDR enclavée : Une SDR (H dans la figure 9) affichant un pourcentage insuffisant de navetteurs (soit dans le sens normal, soit à contresens) est située à l'intérieur d'une SDR (I dans la figure 9) adjacente à la RMR ou à l'AR, qui a un pourcentage de navetteurs suffisant. En pareil cas, la SDR incluse et la SDR entourant celle-ci sont groupées pour former une unité, appelée ensemble minimal de SDR (H + I). On tient alors compte du pourcentage total de navetteurs pour l'ensemble minimal de SDR afin de déterminer s'il peut être inclus dans la RMR ou l'AR. Si le pourcentage de navetteurs (soit dans le sens normal, soit à contresens) de l'ensemble minimal de SDR est suffisant, toutes les SDR qui le composent sont alors incluses dans la RMR ou l'AR.

Figure 9 : Règle de la contiguïté spatiale

5. Règle de la comparabilité historique

Afin de maintenir la comparabilité historique des RMR et des plus grandes AR (qui son divisées en secteurs de recensement d'après le recensement précédent), on conserve les SDR même si le pourcentage de navetteurs devient inférieur au minimum requis (règles 2 et 3). Voir la figure 10.

Figure 10 : Règle de la comparabilité historique

Il arrive que la règle de la comparabilité historique ne soit pas respectée lorsque, par exemple, les limites des SDR ont été modifiées en raison d'une annexion. Pour déterminer s'il convient de conserver ou d'exclure une SDR, les données sur le lieu de travail sont totalisées de nouveau en tenant compte des modifications de limites et la décision d'inclure ou d'exclure cette SDR est prise en fonction des règles précédentes.

6. Ajustements manuels

Une RMR ou une AR représente une région intégrée sur le plan socio-économique. Cependant, il existe certaines limites quant au degré d'intégration idéal. Comme les SDR utilisées comme unités de base pour délimiter les RMR et les AR sont des unités administratives, leurs limites ne sont pas toujours les plus appropriées à la délimitation des RMR et des AR. Il y a toujours des cas où l'application des règles énoncées précédemment donne des résultats non souhaités ainsi que des cas où ces règles sont difficilement applicables. Dans de tels cas, des ajustements manuels sont parfois apportés aux limites pour assurer l'intégrité du programme. Ainsi, dans l'AR de Miramichi (Nouveau-Brunswick), la SDR de Red Bank 4, IRI qui est constituée de deux parties, est maintenue pour conserver la contiguïté spatiale.

7. Fusion de RMR et d'AR adjacentes

Une AR adjacente à une RMR peut être fusionnée avec cette RMR si le navettage total dans les deux sens entre l'AR et la RMR équivaut à au moins 35 % de la population active occupée qui demeure dans l'AR, d'après les données sur le lieu de travail tirées du recensement précédent. Ce pourcentage est la somme des déplacements dans les deux sens entre la RMR et l'AR, exprimé en pourcentage de la population active demeurant dans l'AR (soit la population active occupée résidente).

Si plus d'une AR est adjacente à la même RMR, chaque AR sera évaluée séparément par rapport à la RMR. Plusieurs AR peuvent être fusionnées avec une RMR. Si le pourcentage total de navettage dans les deux sens est inférieur à 35 %, la RMR et l'AR ne seront pas fusionnées. Lorsqu'une AR est fusionnée avec une RMR, le noyau de l'ancienne AR est appelé noyau secondaire de la RMR. Voir la figure 11.

$$\frac{\text{Population active occupée totale demeurant dans l'AR et travaillant dans la RMR} + \text{Population active occupée totale demeurant dans l'RMR et travaillant dans la AR}}{\text{Population active occupée totale demeurant dans l'AR}} \times 100\ \%$$

Source : Statistique Canada, en ligne, https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/ref/dict/geo009-fra.cfm.

ANNEXE 3
Tableaux statistiques et prévisions démographiques

Tableau 1 : Territoire actuel de la CMQ - Population 2001 - 2006 - 2011 - 2016 et prévisions 2026

	Croissance				Projections	Taux de croissance					Projections
	2001	2006	2011	2016	ISQ 2026	2001-2006	2006-2011	2011-2016	2001-2016	2006-2016	ISQ 2016-2026
Agglomération de Québec	**507 986**	**524 939**	**551 508**	**569 717**	**614 535**	**3,3%**	**5,1%**	**3,3%**	**12,2%**	**8,5%**	**7,9%**
Québec	476 330	491 142	516 622	531 902	576 755	3,1%	5,2%	8,5%	11,7%	8,3%	8,4%
L'Ancienne-Lorette	15 929	16 516	16 745	16 543	17 085	3,7%	1,4%	5,1%	3,9%	0,2%	3,3%
Saint-Augustin-de-Desmaures	15 727	17 281	18 141	18 820	20 695	9,9%	5,0%	15,3%	19,7%	8,9%	10,0%
Lévis	**120 750**	**130 006**	**138 769**	**143 414**	**155 075**	**7,7%**	**6,7%**	**13,7%**	**18,8%**	**10,3%**	**8,1%**
MRC de La Jacques-Cartier	**26 459**	**29 738**	**36 929**	**43 485**	**50 700**	**12,4%**	**24,2%**	**39,4%**	**64,3%**	**46,2%**	**16,6%**
Fossambault-sur-le-Lac	1 055	1 532	1 613	1 960	2 045	45,2%	5,3%	52,9%	85,8%	27,9%	4,3%
Lac-Beauport	5 519	6 081	7 281	7 801	8 290	10,2%	19,7%	31,9%	41,3%	28,3%	6,3%
Lac-Delage	447	530	598	638	725	18,6%	12,8%	33,8%	42,7%	20,4%	13,6%
Lac-Saint-Joseph	184	266	251	260	270	44,6%	-5,6%	36,4%	41,3%	-2,3%	3,8%
Sainte-Brigitte-de-Laval	3 383	3 790	5 696	7 348	9 985	12,0%	50,3%	68,4%	117,2%	93,9%	35,9%
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	4 681	5 021	6 319	7 706	9 300	7,3%	25,9%	35,0%	64,6%	53,5%	20,7%
Saint-Gabriel-de-Valcartier	2 256	2 827	2 933	3 382	3 395	25,3%	3,7%	30,0%	49,9%	19,6%	0,4%
Shannon	3 668	3 825	5 086	6 031	7 565	4,3%	33,0%	38,7%	64,4%	57,7%	25,4%
Stoneham-et-Tewkesbury	5 266	5 866	7 106	8 359	9 125	11,4%	21,1%	34,9%	58,7%	42,5%	9,2%
MRC de La Côte-de-Beaupré	**20 984**	**23 015**	**26 167**	**28 194**	**32 235**	**9,7%**	**13,7%**	**24,6%**	**34,4%**	**22,5%**	**14,3%**
Beaupré	2 761	3 006	3 439	3 752	4 220	8,9%	14,4%	24,6%	35,9%	24,8%	12,5%
Boischatel	4 303	5 287	6 465	7 587	8 870	22,9%	22,3%	50,2%	76,3%	43,5%	16,9%
Château-Richer	3 442	3 563	3 834	4 126	4 370	3,5%	7,6%	11,4%	19,9%	15,8%	5,9%
L'Ange-Gardien	2 815	3 008	3 634	3 695	4 800	6,9%	20,8%	29,1%	31,3%	22,8%	29,9%
Sainte-Anne-de-Beaupré	2 752	2 803	2 854	2 880	2 920	1,9%	1,8%	3,7%	4,7%	2,7%	1,4%
Saint-Ferréol-les-Neiges	2 014	2 546	2 964	3 240	4 035	26,4%	16,4%	47,2%	60,9%	27,3%	24,5%
Saint-Joachim	1 471	1 362	1 458	1 441	1 495	-7,4%	7,0%	-0,9%	-2,0%	5,8%	3,7%
Saint-Tite-des-Caps	1 426	1 440	1 506	1 473	1 525	1,0%	4,6%	5,6%	3,3%	2,3%	3,5%
MRC de L'Île-d'Orléans	**6 779**	**6 862**	**6 711**	**7 082**	**6 995**	**1,2%**	**-2,2%**	**-1,0%**	**4,5%**	**3,2%**	**-1,2%**
CMQ	**682 958**	**714 560**	**760 084**	**791 892**	**859 540**	**4,6%**	**6,4%**	**4,2%**	**16,0%**	**10,8%**	**8,5%**

Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 et Enquête nationale auprès des ménages 2011. ISQ, Projection de la population et du nombre de ménages privés des municipalités du Québec, 24 février 2015.

Tableau 2 - Territoire actuel de la CMQ - Ménages 2001 - 2006 - 2011 - 2016 et prévisions 2026

	Croissance				Projections	Taux de croissance					Projections
	2001	2006	2011	2016	ISQ 2026	2001-2006	2006-2011	2011-2016	2001-2016	2006-2016	ISQ 2016-2026
Agglomération de Québec	**227 535**	**240 735**	**258 875**	**267 145**	**287 343**	**5,8%**	**7,5%**	**3,2%**	**17,4%**	**11,0%**	**7,6%**
Québec	215 945	228 040	245 365	252 040	271 664	5,6%	7,6%	2,7%	16,7%	10,5%	7,8%
L'Ancienne-Lorette	6 285	6 725	7 075	6 990	7 694	7,0%	5,2%	-1,2%	11,2%	3,9%	10,1%
Saint-Augustin-de-Desmaures	5 305	5 970	6 435	7 190	7 985	12,5%	7,8%	11,7%	35,5%	20,4%	11,1%
Lévis	**47 900**	**52 625**	**57 770**	**60 775**	**66 385**	**9,9%**	**9,8%**	**5,2%**	**26,9%**	**15,5%**	**9,2%**
MRC de La Jacques-Cartier	**9 685**	**11 205**	**14 080**	**16 330**	**19 328**	**15,7%**	**25,7%**	**16,0%**	**68,6%**	**45,7%**	**18,4%**
Fossambault-sur-le-Lac	465	695	730	850	979	49,5%	5,0%	16,4%	82,8%	22,3%	15,2%
Lac-Beauport	2 035	2 200	2 620	2 845	3 287	8,1%	19,1%	8,6%	39,8%	29,3%	15,5%
Lac-Delage	180	210	230	240	297	16,7%	9,5%	4,3%	33,3%	14,3%	23,8%
Lac-Saint-Joseph	80	120	120	130	n/d	50,0%	0,0%	8,3%	62,5%	8,3%	n/d
Sainte-Brigitte-de-Laval	1 270	1 490	2 285	2 815	3 707	17,3%	53,4%	23,2%	121,7%	88,9%	31,7%
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	1 715	1 930	2 490	2 965	3 517	12,5%	29,0%	19,1%	72,9%	53,6%	18,6%
Saint-Gabriel-de-Valcartier	665	n/d	1 005	1 125	1 157	n/d	n/d	11,9%	69,2%	n/d	2,8%
Shannon	1 240	1 395	1 800	2 110	2 747	12,5%	29,0%	17,2%	70,2%	51,3%	30,2%
Stoneham-et-Tewkesbury	2 040	2 360	2 810	3 250	3 637	15,7%	19,1%	15,7%	59,3%	37,7%	11,9%
MRC de La Côte-de-Beaupré	**8 330**	**9 385**	**10 800**	**11 850**	**13 273**	**12,7%**	**15,1%**	**9,7%**	**42,3%**	**26,3%**	**12,0%**
Beaupré	1 110	1 230	1 425	1 580	1 756	10,8%	15,9%	10,9%	42,3%	28,5%	11,1%
Boischatel	1 575	1 925	2 335	2 815	3 258	22,2%	21,3%	20,6%	78,7%	46,2%	15,7%
Château-Richer	1 415	1 525	1 675	1 780	1 794	7,8%	9,8%	6,3%	25,8%	16,7%	0,8%
L'Ange-Gardien	1 115	1 200	1 460	1 550	1 964	7,6%	21,7%	6,2%	39,0%	29,2%	26,7%
Sainte-Anne-de-Beaupré	1 115	1 215	1 310	1 345	1 301	9,0%	7,8%	2,7%	20,6%	10,7%	-3,3%
Saint-Ferréol-les-Neiges	865	1 130	1 335	1 475	1 860	30,6%	18,1%	10,5%	70,5%	30,5%	26,1%
Saint-Joachim	560	555	605	620	619	-0,9%	9,0%	2,5%	10,7%	11,7%	-0,2%
Saint-Tite-des-Caps	575	610	656	685	721	6,1%	7,5%	4,4%	19,1%	12,3%	5,3%
MRC de L'Île-d'Orléans	**2 655**	**2 865**	**2 810**	**3 040**	**3 003**	**7,9%**	**-1,9%**	**8,2%**	**14,5%**	**6,1%**	**-1,2%**
CMQ	**296 105**	**316 815**	**344 335**	**359 140**	**389 332**	**7,0%**	**8,7%**	**4,3%**	**21,3%**	**13,4%**	**8,4%**

Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 et Enquête nationale auprès des ménages 2011. ISQ, Projection de la population et du nombre de ménages privés des municipalités du Québec, 24 février 2015.

Tableau 3 - Évolution démographique (population) des municipalités de la RMR de Québec (2016) hors CMQ - 2001 - 2006 - 2011 - 2016 et prévisions 2026

	Population totale				Prévisions	Évolution de la population										Prévisions	
Municipalités	2001	2006	2011	2016	2026	2001-2006		2006-2011		2011-2016		2001-2016		2006-2016		2016-2026	
						nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
Neuville	3 341	3 638	3 888	4 392	4 965	297	8,9%	250	6,9%	504	13,0%	1 051	31,5%	754	21%	573	13,0%
Beaumont	2 153	2 180	2 420	2 942	2 995	27	1,3%	240	11,0%	522	21,6%	789	36,6%	762	35%	53	1,8%
Saint-Antoine-de-Tilly	1 417	1 449	1 604	1 598	1 820	32	2,3%	155	10,7%	-6	-0,4%	181	12,8%	149	10%	222	13,9%
Saint-Henri	3 807	4 094	5 023	5 611	7 880	287	7,5%	929	22,7%	588	11,7%	1 804	47,4%	1 517	37%	2 269	40,4%
Saint-Lambert-de-Lauzon	4 857	5 401	6 177	6 647	7 820	544	11,2%	776	14,4%	470	7,6%	1 790	36,9%	1 246	23%	1 173	17,6%
TOTAL*	**7 010**	**11 675**	**17 508**	**21 190**	**25 480**	**4 665**	**66,5%**	**5 833**	**50,0%**	**3 682**	**21,0%**	**14 180**	**202,3%**	**9 515**	**81%**	**4 290**	**20,2%**
TOTAL	**15 575**	**16 762**	**19 112**	**21 190**	**25 480**	**1 187**	**7,6%**	**2 350**	**14,0%**	**2 078**	**10,9%**	**5 615**	**36,1%**	**4 428**	**26,4%**	**4 290**	**20,2%**

* Le total ne tient compte que des municipalités incluses dans la RMR à l'année du rencensement concernée.

Hors RMR pour l'année concernée.

Tableau 4 - Évolution démographique (ménages) des municipalités de la RMR de Québec (2016) hors CMQ - 2001 - 2006 - 2011 - 2016 et prévisions 2026

	Ménages totaux				Prévisions	Évolution des ménages										Prévisions	
Municipalités	2001	2006	2011	2016	2026	2001-2006		2006-2011		2011-2016		2001-2016		2006-2016		2016-2026	
						nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
Neuville	1 310	1 465	1 595	1 817	2 081	155	11,8%	130	8,9%	222	13,9%	507	38,7%	352	24%	264	14,5%
Beaumont	770	850	935	1 135	1 163	80	10,4%	85	10,0%	200	21,4%	365	47,4%	285	34%	28	2,5%
Saint-Antoine-de-Tilly	580	603	686	691	793	23	4,0%	83	13,8%	5	0,7%	111	19,1%	88	15%	102	14,8%
Saint-Henri	1 385	1 580	2 010	2 267	3 122	195	14,1%	430	27,2%	257	12,8%	882	63,7%	687	43%	855	37,7%
Saint-Lambert-de-Lauzon	1 800	2 020	2 355	2 544	3 136	220	12,2%	335	16,6%	189	8,0%	744	41,3%	524	26%	592	23,3%
TOTAL*	**2 570**	**4 450**	**6 895**	**8 454**	**10 295**	**1 880**	**73,2%**	**2 445**	**54,9%**	**1 559**	**22,6%**	**5 884**	**228,9%**	**4 004**	**90%**	**1 841**	**21,8%**
TOTAL	**5 845**	**6 518**	**7 581**	**8 454**	**10 295**	**673**	**11,5%**	**1 063**	**16,3%**	**873**	**11,5%**	**2 609**	**44,6%**	**1 936**	**29,7%**	**1 841**	**21,8%**

* Le total ne tient compte que des municipalités incluses dans la RMR à l'année du rencensement concernée.

Hors RMR pour l'année concernée.

Tableau 5 - Évolution des navetteurs provenant des municipalités de la RMR de Québec (2016) hors CMQ - 2001 - 2006 - 2011 et 2016

	Nombre et pourcentage de navetteurs vers la CMQ				Prévisions	Évolution du navettage de 2001 à 2016										Prévisions	
Municipalités	2001	2006	2011	2016	2026	2001-2006		2006-2011		2011-2016		2001-2016		2006-2016		2016-2026	
						nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
Neuville	745	1 075	1 115	1 375	n/d	330	44,3%	40	3,7%	260	23,3%	630	84,6%	300	28%	n/d	n/d
Beaumont	540	565	725	780	n/d	25	4,6%	160	28,3%	55	7,6%	240	44,4%	215	38%	n/d	n/d
Saint-Antoine-de-Tilly	240	365	395	295	n/d	125	52,1%	30	8,2%	-100	-25,3%	55	22,9%	-70	-19%	n/d	n/d
Saint-Henri	515	855	1 405	1 530	n/d	340	66,0%	550	64,3%	125	8,9%	1 015	197,1%	675	79%	n/d	n/d
Saint-Lambert-de-Lauzon	1 170	1 460	1 870	1 875	n/d	290	24,8%	410	28,1%	5	0,3%	705	60,3%	415	28%	n/d	n/d
TOTAL*	**1 710**	**2 880**	**5 115**	**5 855**	**n/d**	**1 170**	**68,4%**	**2 235**	**77,6%**	**740**	**14,5%**	**4 145**	**242,4%**	**2 975**	**103%**	**n/d**	**n/d**
TOTAL	**3 210**	**4 320**	**5 510**	**5 855**	**n/d**	**1 110**	**34,6%**	**1 190**	**27,5%**	**345**	**6,3%**	**2 645**	**82,4%**	**1 535**	**35,5%**	**n/d**	**n/d**

* Le total ne tient compte que des municipalités incluses dans la RMR à l'année du rencensement concernée.

Hors RMR pour l'année concernée.

Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 et Enquête nationale auprès des ménages 2011. ISQ, Projection de la population et du nombre de ménages privés des municipalités du Québec, 24 février 2015.

Tableau 6 - Zone d'influence métropolitaine (ZIM) de la région métropolitaine de Québec - Population 2001 - 2006 - 2011 - 2016 et prévisions 2026

	Population totale				Prévisions	Évolution de la population										Prévisions	
						2001-2006		2006-2011		2011-2016		2001-2016		2006-2016		2016-2026	
	2001	2006	2011	2016	2026	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
MRC Portneuf	**27 612**	**29 082**	**31 971**	**34 950**	**40 185**	**1 470**	**5,3%**	**2 889**	**9,9%**	**2 979**	**9,3%**	**7 338**	**26,6%**	**5 868**	**20,2%**	**5 235**	**15,0%**
Cap-Santé	2 571	2 666	2 996	3 400	4 055	95	3,7%	330	12,4%	404	13,5%	829	32,2%	734	27,5%	655	19,3%
Donnacona	5 479	5 564	6 283	7 200	8 550	85	1,6%	719	12,9%	917	14,6%	1 721	31,4%	1 636	29,4%	1 350	18,8%
Lac-Sergent	239	423	466	497	n/d	184	77,0%	43	10,2%	31	6,7%	258	107,9%	74	17,5%	----	----
Neuville (RMR 2011)	3 341	3 638	3 888	4 392	4 965	297	8,9%	250	6,9%	504	13,0%	1 051	31,5%	754	20,7%	573	13,0%
Pont-Rouge	7 146	7 518	8 723	9 240	11 805	372	5,2%	1 205	16,0%	517	5,9%	2 094	29,3%	1 722	22,9%	2 565	27,8%
Saint-Raymond	8 836	9 273	9 615	10 221	10 810	437	4,9%	342	3,7%	606	6,3%	1 385	15,7%	948	10,2%	589	5,8%
MRC Lotbinière	**14 242**	**14 811**	**16 723**	**18 996**	**21 455**	**569**	**4,0%**	**1 912**	**12,9%**	**2 273**	**13,6%**	**4 754**	**33,4%**	**4 185**	**28,3%**	**2 459**	**12,9%**
Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	776	794	869	861	985	18	2,3%	75	9,4%	-8	-0,9%	85	11,0%	67	8,4%	124	14,4%
Saint-Agapit	2 906	2 965	3 567	4 280	5 545	59	2,0%	602	20,3%	713	20,0%	1 374	47,3%	1 315	44,4%	1 265	29,6%
Saint-Antoine-de-Tilly (RMR 2016)	1 417	1 449	1 604	1 598	1 820	32	2,3%	155	10,7%	-6	-0,4%	181	12,8%	149	10,3%	222	13,9%
Saint-Apollinaire	3 930	4 425	5 102	6 110	6 840	495	12,6%	677	15,3%	1 008	19,8%	2 180	55,5%	1 685	38,1%	730	11,9%
Saint-Gilles	1 803	1 813	2 138	2 525	2 880	10	0,6%	325	17,9%	387	18,1%	722	40,0%	712	39,3%	355	14,1%
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 028	975	1 091	1 106	1 095	-53	-5,2%	116	11,9%	15	1,4%	78	7,6%	131	13,4%	-11	-1,0%
Sainte-Croix	2 382	2 390	2 352	2 516	2 290	8	0,3%	-38	-1,6%	164	7,0%	134	5,6%	126	5,3%	-226	-9,0%
MRC Bellechasse	**16 909**	**17 231**	**18 966**	**20 409**	**23 590**	**322**	**1,9%**	**1 735**	**10,1%**	**1 443**	**7,6%**	**3 500**	**20,7%**	**3 178**	**18,4%**	**3 181**	**15,6%**
Beaumont (RMR 2001)	2 153	2 180	2 420	2 942	2 995	27	1,3%	240	11,0%	522	21,6%	789	36,6%	762	35,0%	53	1,8%
La Durantaye	710	703	722	755	775	-7	-1,0%	19	2,7%	33	4,6%	45	6,3%	52	7,4%	20	2,6%
Saint-Charles-de-Bellechasse	2 237	2 159	2 246	2 396	2 450	-78	-3,5%	87	4,0%	150	6,7%	159	7,1%	237	11,0%	54	2,3%
Saint-Gervais	1 910	1 926	2 058	2 153	2 395	16	0,8%	132	6,9%	95	4,6%	243	12,7%	227	11,8%	242	11,2%
Saint-Henri (RMR 2006)	3 807	4 094	5 023	5 611	7 880	287	7,5%	929	22,7%	588	11,7%	1 804	47,4%	1 517	37,1%	2 269	40,4%
Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 183	1 155	1 172	1 288	1 175	-28	-2,4%	17	1,5%	116	9,9%	105	8,9%	133	11,5%	-113	-8,8%
Saint-Michel-de-Bellechasse	1 633	1 669	1 816	1 813	2 105	36	2,2%	147	8,8%	-3	-0,2%	180	11,0%	144	8,6%	292	16,1%
Saint-Raphaël	2 231	2 301	2 463	2 390	2 780	70	3,1%	162	7,0%	-73	-3,0%	159	7,1%	89	3,9%	390	16,3%
Saint-Vallier	1 045	1 044	1 046	1 061	1 035	-1	-0,1%	2	0,2%	15	1,4%	16	1,5%	17	1,6%	-26	-2,5%
MRC La Nouvelle-Beauce	**9 229**	**9 700**	**11 213**	**11 879**	**14 050**	**471**	**5,1%**	**1 513**	**15,6%**	**666**	**5,9%**	**2 650**	**28,7%**	**2 179**	**22,5%**	**2 171**	**18,3%**
Saint-Isidore	2 667	2 503	2 947	2 880	3 335	-164	-6,1%	444	17,7%	-67	-2,3%	213	8,0%	377	15,1%	455	15,8%
Saint-Lambert-de-Lauzon (RMR 2001)	4 857	5 401	6 177	6 647	7 820	544	11,2%	776	14,4%	470	7,6%	1 790	36,9%	1 246	23,1%	1 173	17,6%
Scott	1 705	1 796	2 089	2 352	2 895	91	5,3%	293	16,3%	263	12,6%	647	37,9%	556	31,0%	543	23,1%
TOTAL*	**24 477**	**53 673**	**78 873**	**86 234**	**99 280**	**30 240**	**123,5%**	**24 156**	**44,1%**	**7 361**	**9,3%**	**61 757**	**252,3%**	**32 561**	**60,7%**	**13 046**	**15,1%**
TOTAL	**67 992**	**70 824**	**78 873**	**86 234**	**99 280**	**2 832**	**4,2%**	**8 049**	**11,4%**	**7 361**	**9,3%**	**18 242**	**26,8%**	**15 410**	**21,8%**	**13 046**	**15,1%**

* Le total ne tient compte que des municipalités incluses dans la RMR à l'année du rencensement concernée.

Hors RMR pour l'année concernée.

Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 et Enquête nationale auprès des ménages 2011. ISQ, Projection de la population et du nombre de ménages privés des municipalités du Québec, 24 février 2015.

Tableau 7 : Zone d'influence métropolitaine (ZIM) de la région métropolitaine de Québec, ménages 2001, 2006, 2011, 2016 et prévisions 2026

	2001	2006	2011	2016	2026	2001-2006		2006-2011		2011-2016		2001-2016		2006-2016		2016-2026	
						nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%	nb	%
MRC Portneuf	**11 030**	**12 085**	**13 485**	**14 826**	**17 322**	**1 055**	**9,6%**	**1 400**	**11,6%**	**1 341**	**9,9%**	**3 796**	**34%**	**2 741**	**22,7%**	**2496**	**16,8%**
Cap-Santé	1 010	1 095	1 250	1 443	1 735	85	8,4%	155	14,2%	193	15,4%	433	42,9%	348	31,8%	292	20,2%
Donnacona	2 300	2 410	2 825	3 111	3 882	110	4,8%	415	17,2%	286	10,1%	811	35,3%	701	29,1%	771	24,8%
Lac-Sergent	115	195	210	228	243	80	69,6%	15	7,7%	18	8,6%	113	98,3%	33	16,9%	15	6,6%
Neuville (RMR 2011)	1 310	1 465	1 595	1 817	2 081	155	11,8%	130	8,9%	222	13,9%	507	38,7%	352	24,0%	264	14,5%
Pont-Rouge	2 690	2 940	3 470	3 760	4 685	250	9,3%	530	18,0%	290	8,4%	1 070	39,8%	820	27,9%	925	24,6%
Saint-Raymond	3 605	3 980	4 135	4 467	4 696	375	10,4%	155	3,9%	332	8,0%	862	23,9%	487	12,2%	229	5,1%
MRC Lotbinière	**5 435**	**5 895**	**6 835**	**7 955**	**8 876**	**460**	**8,5%**	**940**	**15,9%**	**1 120**	**16,4%**	**2 520**	**46,4%**	**2 060**	**34,9%**	**921**	**11,6%**
Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	270	290	315	335	375	20	7,4%	25	8,6%	20	6,3%	65	24,1%	45	15,5%	40	11,9%
Saint-Agapit	1 085	1 160	1 440	1 780	2 209	75	6,9%	280	24,1%	340	23,6%	695	64,1%	620	53,4%	429	24,1%
Saint-Antoine-de-Tilly (RMR 2016)	580	600	690	691	793	20	3,4%	90	15,0%	1	0,1%	111	19,1%	91	15,2%	102	14,8%
Saint-Apollinaire	1 520	1 790	2 110	2 586	2 857	270	17,8%	320	17,9%	476	22,6%	1 066	70,1%	796	44,5%	271	10,5%
Saint-Gilles	695	735	865	1 016	1 150	40	5,8%	130	17,7%	151	17,5%	321	46,2%	281	38,2%	134	13,2%
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	350	345	400	429	496	-5	-1,4%	55	15,9%	29	7,3%	79	22,6%	84	24,3%	67	15,6%
Sainte-Croix	935	975	1 015	1 118	996	40	4,3%	40	4,1%	103	10,1%	183	19,6%	143	14,7%	-122	-10,9%
MRC Bellechasse	**6 245**	**6 745**	**7 610**	**8 324**	**9 432**	**500**	**8,0%**	**865**	**12,8%**	**714**	**9,4%**	**2 079**	**33,3%**	**1 579**	**23,4%**	**1108**	**13,3%**
Beaumont (RMR 2001)	770	850	935	1 135	1 163	80	10,4%	85	10,0%	200	21,4%	365	47,4%	285	33,5%	28	2,5%
La Durantaye	280	290	310	328	337	10	3,6%	20	6,9%	18	5,8%	48	17,1%	38	13,1%	9	2,7%
Saint-Charles-de-Bellechasse	815	835	895	992	959	20	2,5%	60	7,2%	97	10,8%	177	21,7%	157	18,8%	-33	-3,3%
Saint-Gervais	660	695	785	843	920	35	5,3%	90	12,9%	58	7,4%	183	27,7%	148	21,3%	77	9,1%
Saint-Henri (RMR 2006)	1 385	1 580	2 010	2 267	3 122	195	14,1%	430	27,2%	257	12,8%	882	63,7%	687	43,5%	855	37,7%
Saint-Lazare-de-Bellechasse	425	445	480	528	482	20	4,7%	35	7,9%	48	10,0%	103	24,2%	83	18,7%	-46	-8,7%
Saint-Michel-de-Bellechasse	610	660	720	757	844	50	8,2%	60	9,1%	37	5,1%	147	24,1%	97	14,7%	87	11,5%
Saint-Raphaël	900	955	1 030	1 017	1 156	55	6,1%	75	7,9%	-13	-1,3%	117	13,0%	62	6,5%	139	13,7%
Saint-Vallier	400	435	445	457	449	35	8,8%	10	2,3%	12	2,7%	57	14,3%	22	5,1%	-8	-1,8%
MRC La Nouvelle-Beauce	**3 380**	**3 655**	**4 320**	**4 640**	**5 638**	**275**	**8,1%**	**665**	**18,2%**	**320**	**7,4%**	**1 260**	**37,3%**	**985**	**26,9%**	**998**	**21,5%**
Saint-Isidore	930	930	1 140	1 149	1 323	0	0,0%	210	22,6%	9	0,8%	219	23,5%	219	23,5%	174	15,1%
Saint-Lambert-de-Lauzon (RMR 2001)	1 800	2 020	2 355	2 544	3 136	220	12,2%	335	16,6%	189	8,0%	744	41,3%	524	25,9%	592	23,3%
Scott	650	705	825	947	1 179	55	8,5%	120	17,0%	122	14,8%	297	45,7%	242	34,3%	232	24,5%
TOTAL ZIM*	**9 280**	**21 850**	**32 250**	**35 745**	**41 268**	**12 570**	**135,5%**	**10 400**	**47,6%**	**3 495**	**10,8%**	**26 465**	**285,2%**	**13 895**	**63,6%**	**5 523**	**15,5%**
TOTAL	**26 090**	**28 380**	**32 250**	**35 745**	**41 268**	**2 290**	**8,8%**	**3 870**	**13,6%**	**3 495**	**10,8%**	**9 655**	**37,0%**	**7 365**	**26,0%**	**5 523**	**15,5%**

* Le total ne tient compte que des municipalités incluses dans la RMR à l'année du rencensement concernée.

Hors RMR pour l'année concernée.

Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 et Enquête nationale auprès des ménages 2011. ISQ, Projection de la population et du nombre de ménages privés des municipalités du Québec, 24 février 2015.

Tableau 8 : Zone d'influence métropolitaine (ZIM) de la région métropolitaine de Québec - Navettage 2001 - 2006 - 2011 - 2016

	Nombre de navetteurs vers la CMQ				Évolution du navettage vers la CMQ de 2001 à 2016							
Municipalités	2001	2006	2011	2016	2001-2006	2001-2006	2006-2011	2006-2011	2011-2016	2011-2016	2001-2016	2001-2016
MRC Portneuf	**3 250**	**4 780**	**5 875**	**7 040**	**1 530**	**47,1%**	**1 200**	**22,9%**	**1 065**	**19,8%**	**3 790**	**116,6%**
Cap-Santé	240	375	430	550	135	56,3%	55	14,7%	120	27,9%	310	129,2%
Donnacona	420	620	870	1 225	200	47,6%	250	40,3%	355	40,8%	805	191,7%
Lac-Sergent	25	105	N/D	100	80	320,0%	N/D	N/D	N/D	N/D	75	300,0%
Neuville (RMR 2011)	745	1 075	1 115	1 375	330	44,3%	40	3,7%	260	23,3%	630	84,6%
Pont-Rouge	1185	1 550	2 030	2 300	365	30,8%	480	31,0%	270	13,3%	1 115	94,1%
Saint-Raymond	635	1 055	1 430	1 490	420	66,1%	375	35,5%	60	4,2%	855	134,6%
MRC Lotbinière	**1 375**	**2 285**	**3 250**	**3 910**	**910**	**66,2%**	**1 570**	**42,2%**	**660**	**20,3%**	**2 535**	**184,4%**
Issoudun	25	105	160	115	80	320,0%	660	52,4%	-45	-28,1%	90	360,0%
Saint-Agapit	230	350	600	905	120	52,2%	250	71,4%	305	50,8%	675	293,5%
Saint-Antoine-de-Tilly (RMR 2016)	240	365	395	295	125	52,1%	30	8,2%	-100	-25,3%	55	22,9%
Saint-Apollinaire	635	995	1 260	1 725	360	56,7%	265	26,6%	465	36,9%	1 090	171,7%
Saint-Gilles	115	280	410	525	165	143,5%	130	46,4%	115	28,0%	410	356,5%
Saint-Narcisse	25	45	155	110	20	80,0%	110	244,4%	-45	-29,0%	85	340,0%
Sainte-Croix	105	145	270	235	40	38,1%	125	86,2%	-35	-13,0%	130	123,8%
MRC Bellechasse	**1 820**	**2 590**	**3 985**	**4 010**	**770**	**42,3%**	**1 260**	**53,9%**	**25**	**0,6%**	**2 190**	**120,3%**
Beaumont (RMR 2001)	540	565	725	780	25	4,6%	25	28,3%	55	7,6%	240	44,4%
La Durantaye	50	70	110	135	20	40,0%	40	57,1%	25	22,7%	85	170,0%
Saint-Charles	205	275	420	480	70	34,1%	145	52,7%	60	14,3%	275	134,1%
Saint-Gervais	55	165	320	225	110	200,0%	155	93,9%	-95	-29,7%	170	309,1%
Saint-Henri (RMR 2006)	515	855	1 405	1 530	340	66,0%	550	64,3%	125	8,9%	1 015	197,1%
Saint-Lazare	20	85	180	130	65	325,0%	95	111,8%	-50	-27,8%	110	550,0%
Saint-Michel	220	235	370	300	15	6,8%	135	57,4%	-70	-18,9%	80	36,4%
Saint-Raphaël	115	205	280	240	90	78,3%	75	36,6%	-40	-14,3%	125	108,7%
Saint-Vallier	100	135	175	190	35	35,0%	40	29,6%	15	8,6%	90	90,0%
MRC La Nouvelle-Beauce	**1 505**	**1 945**	**2 595**	**2 560**	**440**	**29,2%**	**505**	**33,4%**	**-35**	**-1,3%**	**1 055**	**70,1%**
Saint-Isidore	255	310	420	420	55	21,6%	-35	35,5%	0	0,0%	165	64,7%
Saint-Lambert-de-Lauzon (RMR 2001)	1170	1 460	1 870	1 875	290	24,8%	410	28,1%	5	0,3%	705	60,3%
Scott	80	175	305	265	95	118,8%	130	74,3%	-40	-13,1%	185	231,3%
TOTAL ZIM*	**4 495**	**9 795**	**15 310**	**17 520**	**5 300**	**117,9%**	**5 515**	**56,3%**	**2 210**	**14,4%**	**13 025**	**289,8%**
TOTAL	**7 950**	**11 600**	**15 705**	**17 520**	**3 650**	**45,9%**	**4 535**	**35,4%**	**1 715**	**11,6%**	**9 570**	**120,4%**

* Le total ne tient compte que des municipalités incluses dans la RMR à l'année du rencensement concernée.

Hors RMR pour l'année concernée.

Source : Statistique Canada, Recensements de la population 2001, 2006 et 2016 Enquête nationale auprès des ménages 2011.

ANNEXE 4
Définition : Zone d'influence métropolitaine

Partie A - Définition abrégée

Catégorie attribuée à une municipalité non incluse dans une région métropolitaine de recensement (RMR) ou dans une agglomération de recensement (AR). On attribue à une municipalité à l'intérieur d'une province une catégorie de zone d'influence métropolitaine de recensement (ZIM), en fonction du pourcentage de sa population active occupée qui fait la navette pour aller travailler dans le noyau d'une RMR ou d'une AR. Une catégorie distincte est attribuée aux municipalités situées dans les territoires qui ne font pas partie d'une AR.

Les catégories de ZIM suivantes sont allouées aux subdivisions de recensement (SDR) à l'extérieur des RMR et des AR :

- Zone d'influence métropolitaine forte
- Zone d'influence métropolitaine modérée
- Zone d'influence métropolitaine faible
- Aucune zone d'influence métropolitaine
- Territoires (à l'extérieur des AR)

Partie B - Définition détaillée

Le concept de zones d'influence métropolitaine de recensement (ZIM) permet de différencier géographiquement les régions du Canada situées à l'extérieur des régions métropolitaines de recensement (RMR) et des agglomérations de recensement (AR). Les subdivisions de recensement (SDR) situées à l'extérieur des RMR et des AR à l'intérieur des provinces sont classées dans l'une des quatre catégories établies selon le degré d'influence (forte, modérée, faible ou aucune) que les RMR ou les AR exercent sur elles. Une catégorie distincte est attribuée aux SDR situées dans les territoires, mais à l'extérieur des AR.

Les subdivisions de recensement situées à l'intérieur des provinces sont classées dans l'une des catégories de ZIM en fonction du pourcentage de sa population active occupée qui se déplace pour se rendre au travail dans le(s) noyau(x) des RMR ou AR. Les SDR sur lesquelles le même degré d'influence est exercé ont tendance à être regroupées. Elles forment des zones autour des RMR et des AR qui changent de catégorie de « forte » à « aucune » influence à mesure que la distance qui les sépare des RMR et des AR augmente. Puisque plusieurs SDR dans les territoires sont vastes et que leur population est dispersée, le navettage de la population active occupée est instable. C'est la raison pour laquelle une catégorie distincte non basée sur les déplacements est attribuée aux SDR qui sont à l'extérieur des AR dans les territoires.

Les catégories de ZIM suivantes sont allouées aux SDR à l'extérieur des RMR et des AR :

Zone d'influence métropolitaine forte : Cette catégorie comprend les SDR situées à l'intérieur des provinces où au moins 30 % de la population active occupée de la SDR se déplace pour aller travailler dans n'importe quelle RMR ou AR. Les SDR comptant moins de 40 personnes au sein de leur population active occupée sont exclues.

1. Zone d'influence métropolitaine modérée : Cette catégorie comprend les SDR situées à l'intérieur des provinces où au moins 5 %, mais moins de 30 % de la population active occupée de la SDR se déplace pour aller travailler dans n'importe quelle RMR ou AR. Les SDR comptant moins de 40 personnes au sein de leur population active occupée sont exclues.

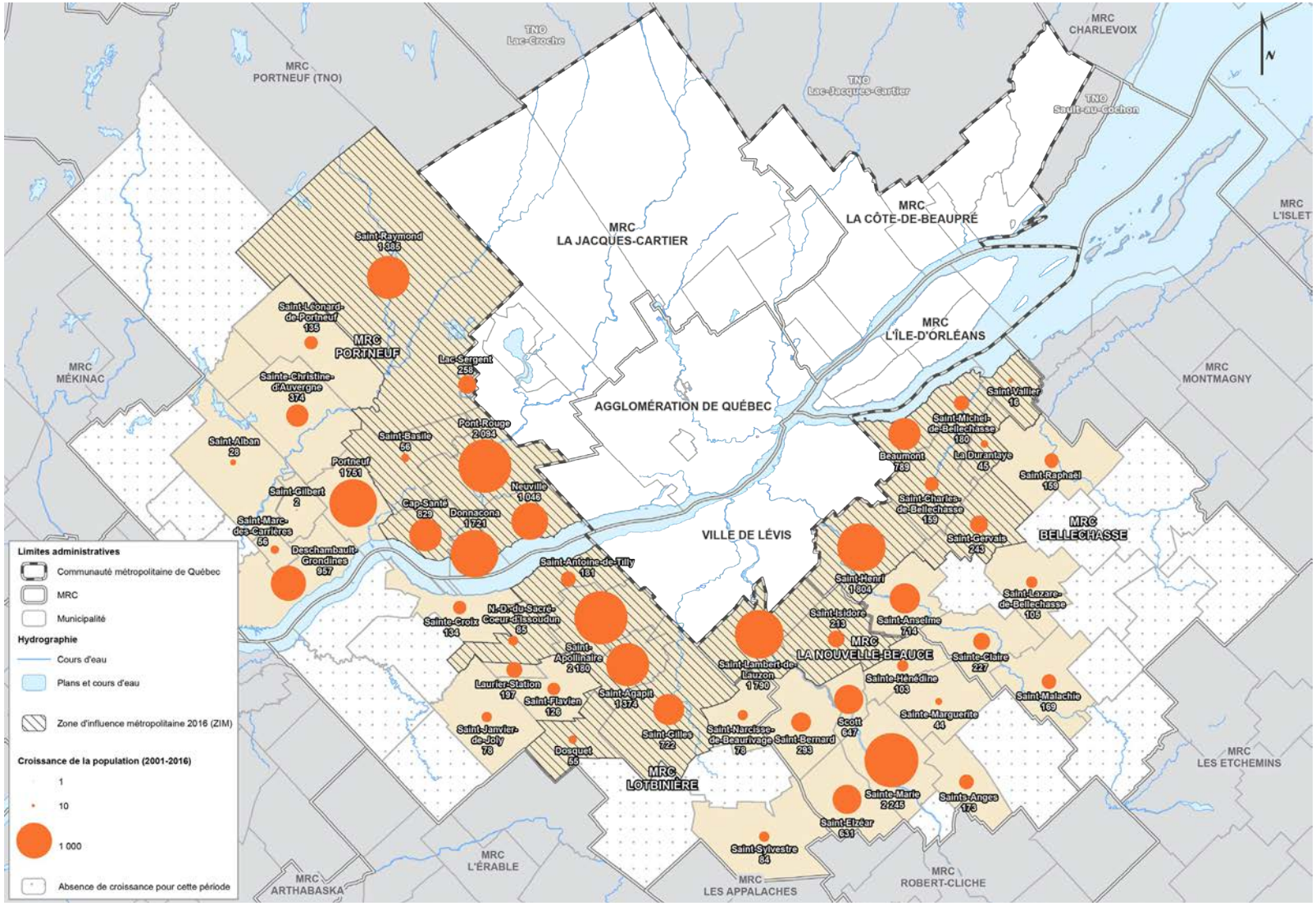
2. Zone d'influence métropolitaine faible : Cette catégorie comprend les SDR situées à l'intérieur des provinces où plus de 0 %, mais moins de 5 % de la population active occupée de la SDR se déplace pour aller travailler dans n'importe quelle RMR ou AR. Les SDR comptant moins de 40 personnes au sein de leur population active occupée sont exclues.

3. Aucune zone d'influence métropolitaine : Cette catégorie comprend les SDR situées à l'intérieur des provinces où aucun membre de la population active occupée de la SDR ne se déplace pour aller travailler dans n'importe quelle RMR ou AR. Les SDR situées à l'intérieur des provinces comptant moins de 40 personnes au sein de leur population active occupée sont aussi incluses.

4. Territoires (à l'extérieur des AR) : Cette catégorie comprend les SDR dans les territoires situées à l'extérieur des AR.

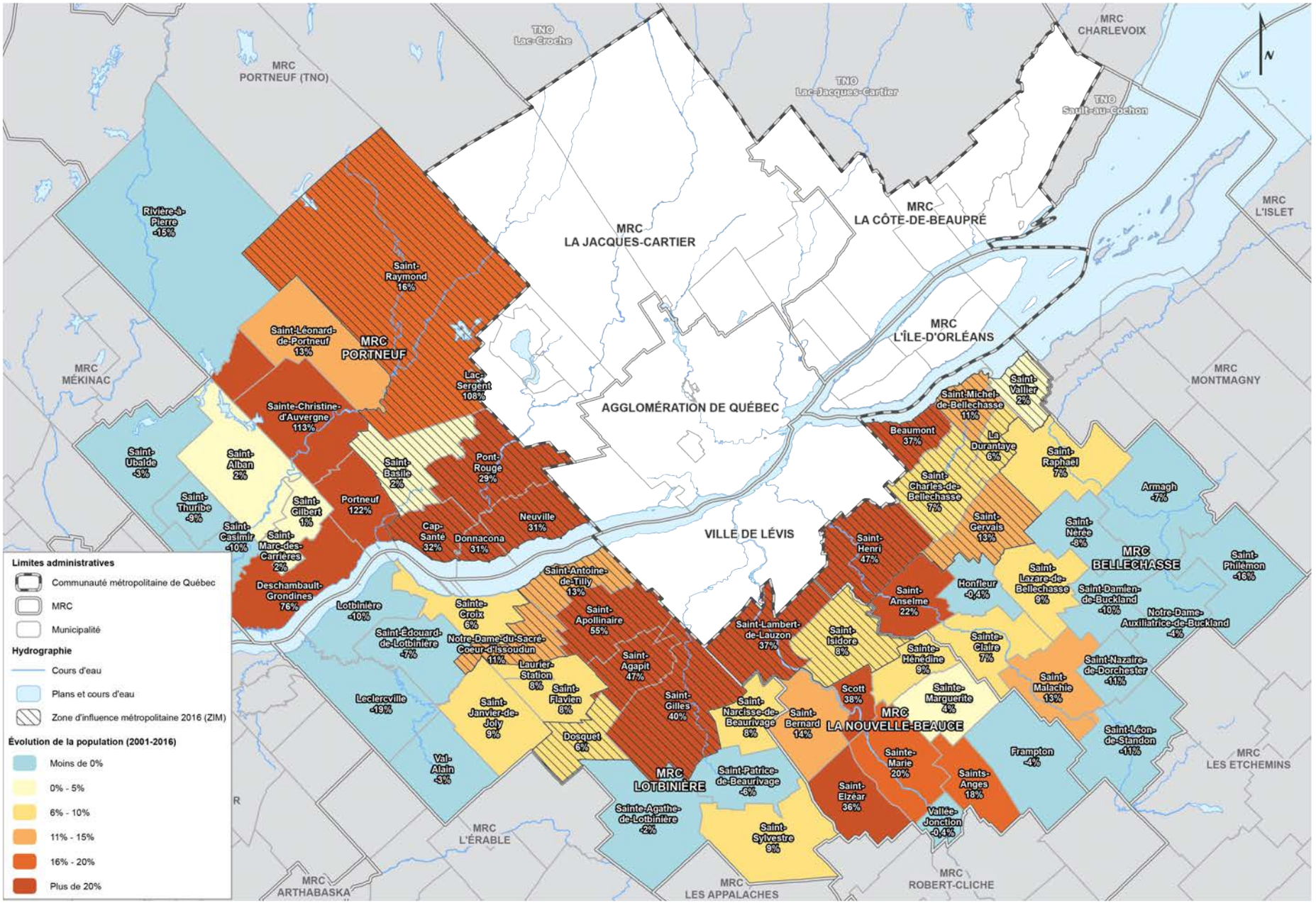
ANNEXE 5
Cartes d'analyse géostatistique

Croissance de la population des MRC limitrophes à la CMQ, 2001-2016



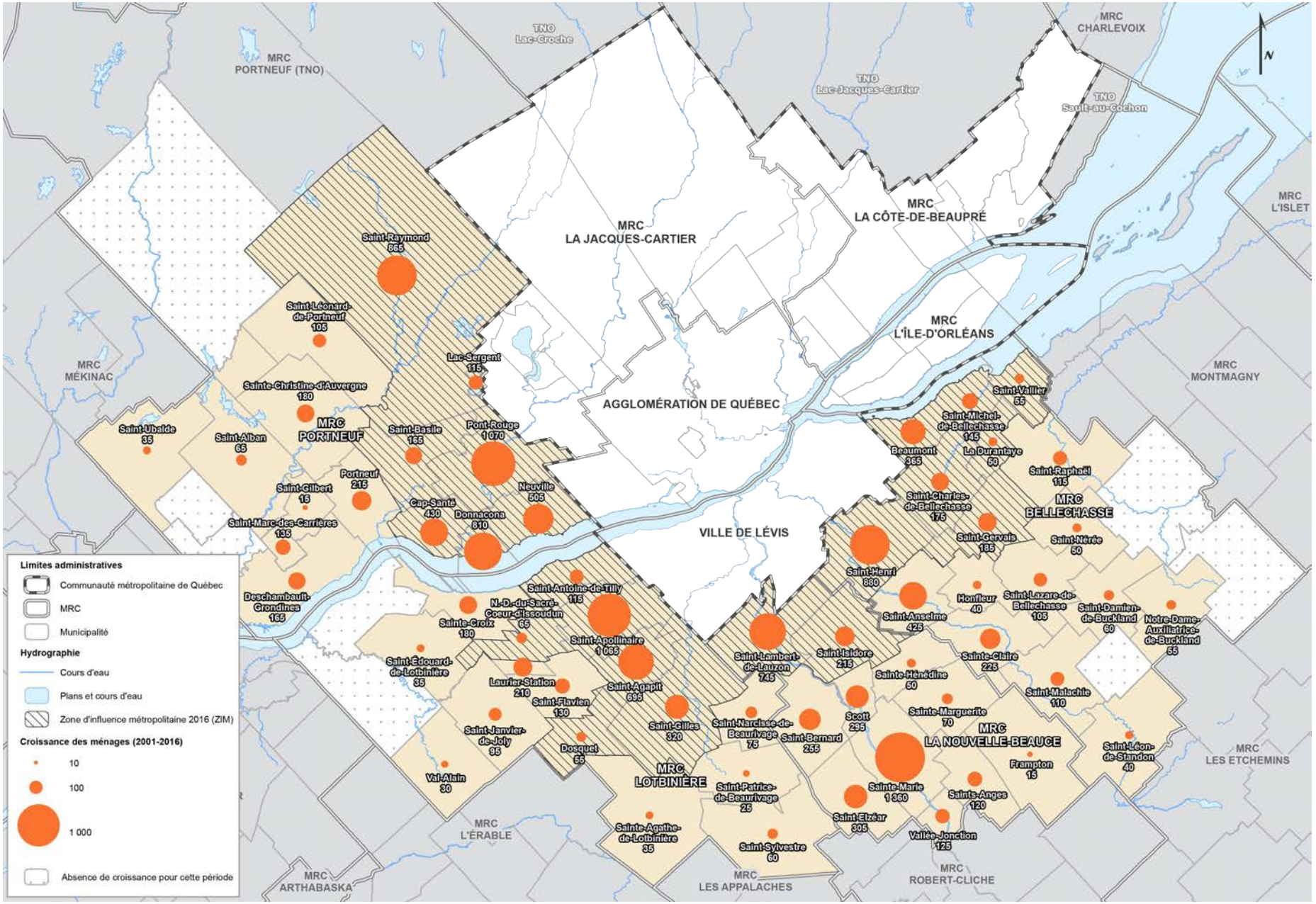
Source : CMQ

Évolution de la population des MRC limitrophes à la CMQ, 2001-2016



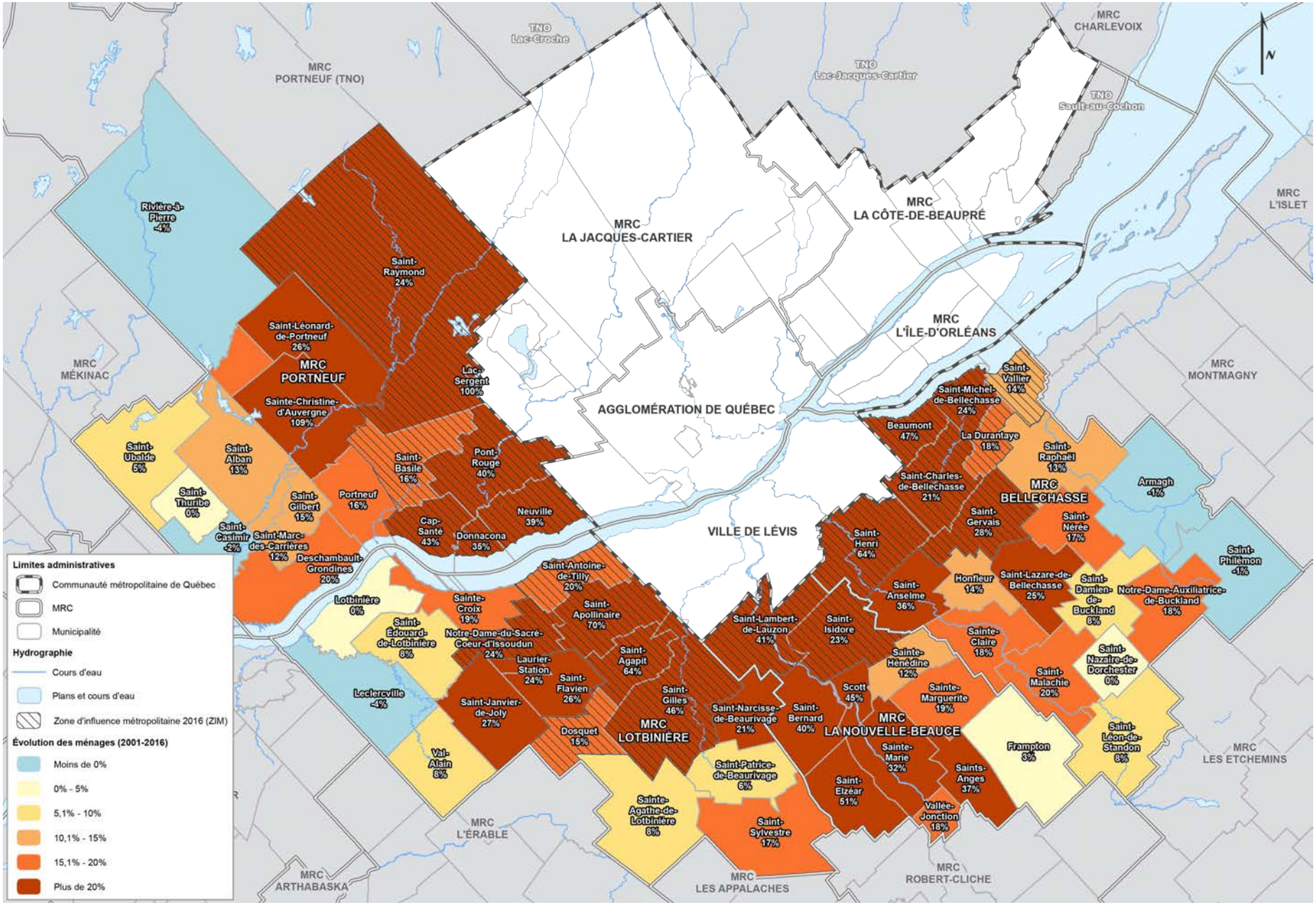
Source : CMQ

Croissance des ménages des MRC limitrophes à la CMQ, 2001-2016



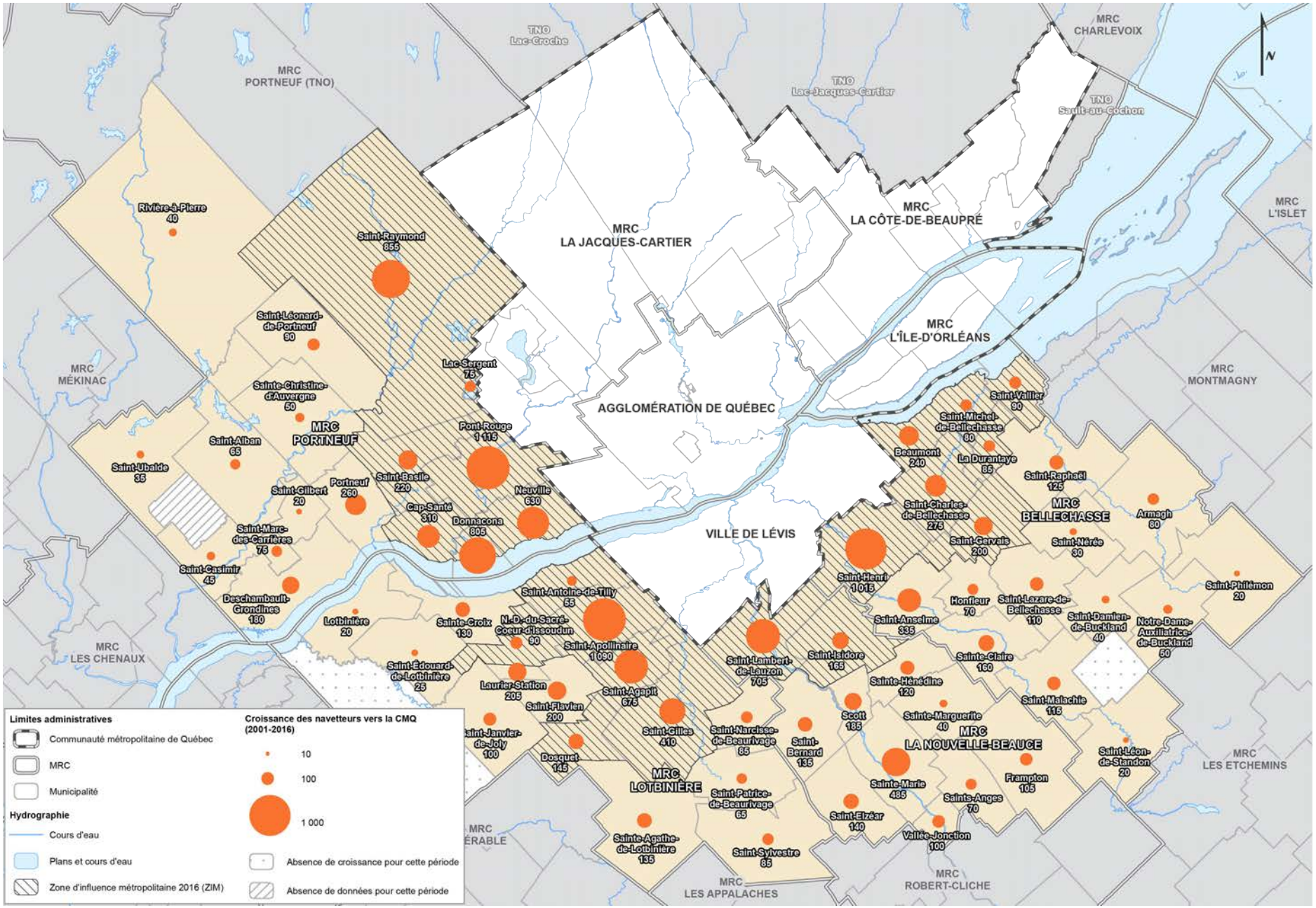
Source : CMQ

Évolution des ménages des MRC limitrophes à la CMQ, 2001-2016



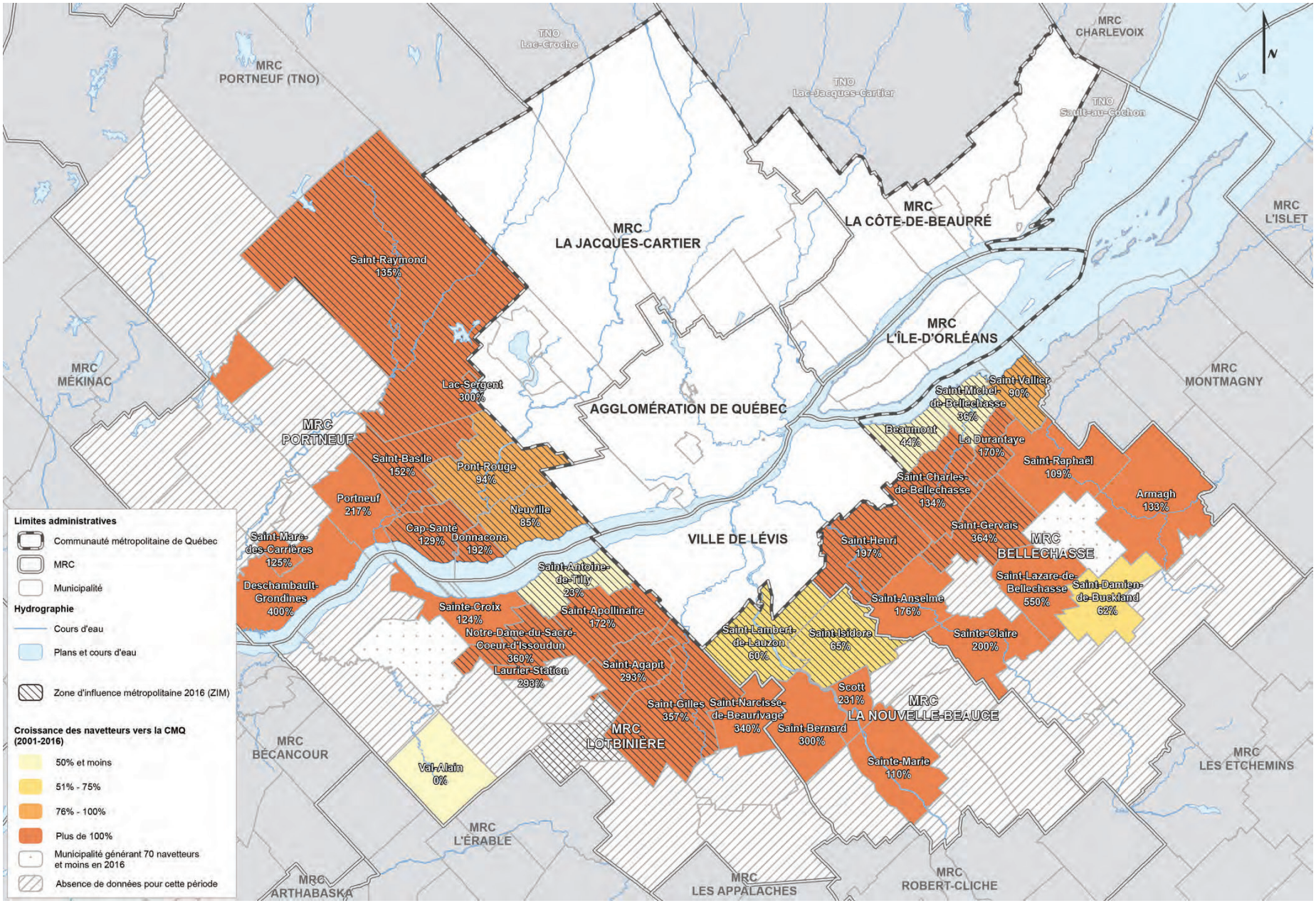
Source : CMQ

Croissance des navetteurs vers la CMQ, 2001-2016



Source : CMQ

Évolution du navettage vers la CMQ, 2001-2016



Source : CMQ